

**ACCORD ENTRE LA CONFEDERATION SUISSE, LA REPUBLIQUE DU PEROU
ET LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG SUR LE TRANSFERT D'AVOIRS
SAISIS**

La Confédération suisse, la République du Pérou et le Grand-Duché de Luxembourg (ci-après les « Parties »)

SE FÉLICITANT de leur coopération dans la lutte contre la corruption à l'échelle nationale et internationale;

SOULIGNANT que cette coopération a abouti, entre 2002 et 2006, à la restitution par la Confédération suisse à la République du Pérou d'avoirs acquis illicitement par l'organisation criminelle dirigée par Vladimiro Montesinos Torres, pour un montant total de 93 millions de dollars américains;

CONSIDÉRANT que les autorités du Grand-Duché de Luxembourg et de la Confédération suisse ont offert leur coopération judiciaire à l'État péruvien pour la saisie d'autres avoirs déposés sur leurs territoires et provenant d'actes de corruption commis au Pérou par des membres de l'organisation criminelle dirigée par Vladimiro Montesinos Torres;

RAPPELANT la lettre du 16 juin 2016 du ministre péruvien de la Justice et des Droits de l'Homme manifestant l'intérêt de l'État péruvien pour un dialogue avec la Confédération suisse dans le cadre de l'article 57, paragraphe 5, de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que la lettre du 4 juillet 2016 de la cheffe du Département fédéral de justice et police indiquant la volonté de la Confédération suisse de mener un tel dialogue;

RAPPELANT que, par son arrêt n° 1754/2016 du 9 juin 2016, la 18^e Chambre du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a rendu exécutoire au Grand-Duché de Luxembourg la décision du 25 juin 2015 de la première chambre pénale chargée de conclure des procédures suivies selon l'ancien Code de procédures pénales (réf.: TRA n° TS0145.15), en ce qu'elle a ordonné la confiscation des avoirs (soldes et intérêts) qui y sont spécifiés;

SALUANT la création par la Résolution suprême n° 120-2017-RE du 20 avril 2017 de la République du Pérou (annexe 1 au présent accord) du *Groupe de travail multisectoriel chargé du rapatriement des avoirs provenant d'activités illégales déposés dans la Confédération suisse et au Grand-Duché de Luxembourg*, dont le mandat a été prorogé dans sa durée par la Résolution suprême n° 102-2019-RE du 22 juin 2019 (annexe 2 au présent accord);

RECONNAISSANT l'objectif commun des Parties de recouvrer les avoirs pour le compte de ceux qui ont été affectés par le comportement criminel ayant motivé les saisies, y compris l'État péruvien et sa population;

S'ENGAGEANT à utiliser les avoirs recouvrés d'une manière transparente et appropriée au bénéfice de l'État péruvien et de sa population, conformément à l'article 57 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, aux *Principes relatifs à la disposition et au transfert des avoirs confisqués dans la lutte contre la corruption* du *Forum mondial sur le recouvrement d'avoirs*, qui ne portent atteinte ni à la souveraineté nationale ni aux principes juridiques nationaux, ainsi qu'aux Objectifs 16.4, 16.5 et 16.6 de l'Agenda 2030 pour le développement durable;

ont convenu ce qui suit:

Article 1

1. Le Grand-Duché de Luxembourg transférera à l'État péruvien, par un paiement unique au *Programa Nacional de Bienes Incautados* (Programme national des biens saisis; ci-après: « PRONABI »), gestionnaire de fonds de la République du Pérou, la somme de EUR 9'719'670.74, qui représente le cent pour cent des avoirs plus les intérêts courus, disponibles pour restitution provenant de deux comptes bancaires, confisqués par les autorités du Grand-Duché de Luxembourg, en relation avec l'organisation criminelle dirigée par Vladimiro Montesinos Torres.
2. La Confédération suisse transférera à l'État péruvien, par un paiement unique au PRONABI, gestionnaire de fonds de la République du Pérou, la somme de USD 16'380'538.54, qui représente le cent pour cent des avoirs disponibles pour restitution provenant des trois comptes bancaires saisis par les autorités de la Confédération suisse en relation avec l'organisation criminelle dirigée par Vladimiro Montesinos Torres, plus les intérêts courus au fil du temps.
3. Les avoirs seront transférés par le Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération suisse sur le compte du PRONABI n° 06-068-002166 « MEF-DGETP-PRONABI-OTRAS REPATRIACIONES », ouvert auprès du *Banco de la Nación*, dans les dix semaines suivant l'entrée en vigueur du présent accord pour la Confédération suisse et le Grand-Duché de Luxembourg respectivement.

Article 2

Une fois que la République du Pérou aura reçu les avoirs transférés, elle en disposera conformément aux priorités suivantes:

- A. L'État péruvien et sa population bénéficieront des avoirs transférés par le biais du financement de projets dans les secteurs de la protection de l'État de droit, de la lutte contre la corruption et de la lutte contre la criminalité transnationale organisée;

B. Les institutions impliquées dans la protection de l'État de droit, la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, la saisie d'avoirs, la lutte contre le crime organisé et la coopération judiciaire internationale seront renforcées. À cette fin, les avoirs transférés conformément à l'article 1^{er} du présent accord financeront des initiatives dans ces secteurs, par le biais des projets suivants, ou de toute autre manière convenue par les Parties par communication formelle en suivant la voie diplomatique:

- Renforcement de la lutte du Pouvoir judiciaire contre la corruption et le crime organisé (voir la fiche technique; annexe 3 au présent accord);
- Renforcement de la lutte du Ministère public contre la corruption et le crime organisé (voir la fiche technique; annexe 4 au présent accord); et
- Renforcement de la lutte du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MINJUSDH) contre la corruption et le crime organisé (voir la fiche technique; annexe 5 au présent accord);

C. Les institutions qui bénéficieront des projets financés par les avoirs transférés sont les suivantes: le Pouvoir judiciaire, le Ministère public (le Parquet de la Nation du Pérou) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme.

D. Le point focal de chaque projet, ainsi qu'un collaborateur du PRONABI, composent un groupe de travail technique. La mission du groupe de travail technique est d'accompagner la mise en œuvre des projets. En ce sens, le groupe de travail technique contribuera à en assurer la qualité, l'efficacité, l'efficience et la durabilité, ainsi qu'à identifier et à tirer parti des synergies et des complémentarités possibles. Le groupe de travail technique facilitera et harmonisera également, lorsque cela est possible et approprié, l'élaboration des rapports conformément à l'article 6 du présent accord. Le groupe de travail technique tiendra des réunions internes régulières et aura des échanges réguliers avec les Parties au moins une fois par an.

E. À la demande de la République du Pérou, la Confédération suisse peut soutenir avec une assistance technique les entités qui mettent en œuvre les projets conformément à l'article 2 du présent accord ou le groupe de travail technique.

Article 3

Sans préjudice des dispositions du présent accord, une fois le transfert effectué, le Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération suisse renoncent à tous droits, titres et prétentions légales et n'assument aucune responsabilité à l'égard des avoirs transférés. Tous les droits, titres et prétentions légales reviennent à l'État péruvien, qui assume toutes les responsabilités à l'égard des avoirs transférés.

Article 4

Les Parties reconnaissent que tous les droits, titres et prétentions légales relatifs aux avoirs transférés ont déjà été adjugés et qu'aucune procédure judiciaire n'est donc nécessaire à cet effet.

Article 5

Les Parties conviennent que les avoirs transférés ne seront ni libérés en faveur, ni mis à disposition:

- a. de toute personne dont les avoirs ont été saisis ou confisqués ou
- b. de toute personne liée à des infractions commises par l'organisation criminelle dirigée par Vladimiro Montesinos Torres ou
- c. des héritiers, associés ou ayants droit des personnes susmentionnées.

Article 6

1. Les Parties ont un intérêt commun à la bonne gouvernance et à la transparence des affaires publiques, ainsi qu'à la bonne utilisation des avoirs transférés.

2. Les avoirs transférés, qui financent les projets conformément à l'article 2, paragraphe B, du présent accord, seront traités comme des fonds publics péruviens. Toutes les dispositions du droit péruvien applicables aux fonds publics s'appliqueront aux avoirs transférés.

3. Les entités mettant en œuvre les projets conformément à l'article 2, paragraphe B, du présent accord prépareront des rapports annuels périodiques pour chaque projet, comprenant un rapport sur l'utilisation des ressources financières, ainsi qu'un rapport narratif détaillant les activités entreprises et décrivant les progrès réalisés par rapport aux objectifs du projet, y compris les défis et contraintes.

4. Les entités mettant en œuvre les projets conformément à l'article 2, paragraphe B, du présent accord soumettront leurs rapports périodiques au PRONABI dans les quinze premiers jours de chaque année civile. Une fois ces rapports périodiques examinés, le PRONABI les consolidera en rapports annuels qui seront publiés sur le site web du PRONABI dans les quatre premiers mois de chaque année civile.

5. Le Bureau du Contrôleur général de la République du Pérou exercera ses fonctions de contrôle gouvernemental, conformément à la législation péruvienne, à l'égard des entités qui mettent en œuvre les projets conformément à l'article 2, paragraphe B, du présent accord et à l'égard de l'exécution des projets en tant que tels, ainsi qu'à l'égard du PRONABI. Les entités bénéficiaires demanderont au Bureau du Contrôleur général de la République du Pérou de désigner un cabinet d'audit pour un audit financier annuel. Dans le cadre du droit péruvien, le Bureau du Contrôleur général de la République du Pérou peut également, d'office ou sur proposition de l'une des Parties, faire procéder à un audit externe.

Le Bureau du Contrôleur général de la République du Pérou proposera les actions préventives et correctives nécessaires à la bonne exécution des projets afin que les entités bénéficiaires les adoptent, conformément à la législation péruvienne.

Le Bureau du Contrôleur général de la République du Pérou publiera en temps utile sur son site web les audits financiers annuels et ses rapports relatifs aux projets, conformément aux dispositions du système de contrôle national péruvien.

Article 7

Le présent accord est conclu aux seules fins de coopération entre les Parties. Il ne crée de droit en faveur d'aucune personne physique ou morale.

Article 8

Tout différend entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent accord sera réglé par des consultations entre celles-ci par la voie diplomatique.

Article 9

1. Conformément au présent accord et au droit péruvien, la République du Pérou rendra publics les projets sélectionnés pour l'utilisation des avoirs transférés visés à l'article 2 du présent accord.

2. Le présent accord peut être rendu public par les Parties, conformément aux conditions énoncées dans leur législation nationale.

3. Les annexes 1 à 5 font partie intégrante du présent accord.

Article 10

1. La Confédération suisse exprime son consentement à être liée par le présent accord en apposant sa signature. Les consentements de la République du Pérou et du Grand-Duché de Luxembourg sont soumis à l'accomplissement des procédures prévues par leurs systèmes juridiques respectifs.

2. La République du Pérou et le Grand-Duché de Luxembourg notifient aux deux autres Parties, par note diplomatique, l'accomplissement de leurs procédures respectives. A la réception de chacune de ces notifications, les deux Parties récipiendaires confirment la date de réception, par note diplomatique, aux deux autres Parties.

3. Le présent accord entrera en vigueur le trentième jour suivant la dernière date de réception des notifications de la République du Pérou et du Grand-Duché de Luxembourg.

4. Nonobstant le paragraphe 3, le présent accord entrera déjà en vigueur pour la Confédération suisse et la République du Pérou le trentième jour suivant la date de réception par la Confédération suisse de la notification de la République du Pérou, si cette date de réception est antérieure à la dernière date de réception des notifications de la République du Pérou et du Grand-Duché de Luxembourg. Dans ce cas, l'accord entrera en vigueur pour le Grand-Duché de Luxembourg le trentième jour suivant la dernière date de réception par les autres Parties de la notification du Grand-Duché de Luxembourg.

5. La République du Pérou confirmera aux deux autres Parties, par note diplomatique, la date de l'entrée en vigueur du présent accord.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

Signé en trois exemplaires originaux, chacun en langues française, espagnole et anglaise, toutes les versions étant également authentiques.

Pour la Confédération suisse

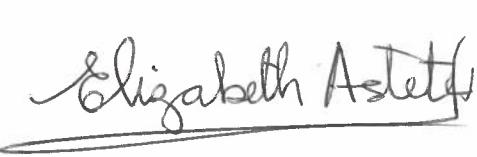
Berne, 04.12.2020


IGNAZIO CASSIS

CHEF DU DEPARTEMENT
FEDERAL DES AFFAIRES
ETRANGERES

Pour la République du Pérou

Lima, 16.12.2020


Elizabeth Astetf

Pour le Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, 25/11/20


San Tan San


Minister of Justice

Annexes

- Annexe 1: Résolution suprême n° 120-2017-RE du 20 avril 2017
- Annexe 2: Résolution suprême n° 102-2019-RE du 22 juin 2019
- Annexe 3: Fiche technique (Renforcement de la lutte du Pouvoir judiciaire contre la corruption et le crime organisé)
- Annexe 4: Fiche technique (Renforcement de la lutte du Ministère public contre la corruption et le crime organisé)
- Annexe 5: Fiche technique (Renforcement de la lutte du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MINJUSDH) contre la corruption et le crime organisé)

Annexe 1

Résolution supreme n° 120-2017-RE

du 20 avril 2017

Resolución Suprema

Nº 120-2017-RE

CONFORMAN EL GRUPO DE TRABAJO MULTISECTORIAL ENCARGADO DE LA REPATRIACIÓN DE ACTIVOS PROVENIENTES DE ACTOS ILCITOS EN LA CONFEDERACIÓN SUIZA Y EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

Lima, 20 de abril de 2017

CONSIDERANDO:

Que, la actividad delictiva, no ha escapado a los avances de un mundo globalizado, es por eso que en la actualidad se puede hablar de ilícitos penales de carácter transnacional, en tal sentido la corrupción se convierte en una amenaza a la estabilidad de las sociedades, en ese sentido, el Poder Judicial ejerce un rol fundamental en la administración de justicia combatiendo la corrupción, ello se desprende del artículo 138 de la Constitución Política del Perú;

Que, el Ministerio Público es un organismo autónomo conforme lo establece el artículo 158 de la Constitución Política del Perú y el artículo 1 de la Ley Orgánica del Ministerio Público, y tiene entre sus funciones la persecución del delito, institución que se encuentra representada por el Fiscal de la Nación quien la preside y que conforme al artículo 512 numeral 1 del Código Procesal Penal cumple el rol de Autoridad Central en cooperación judicial internacional en materia penal, siendo la Unidad de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones, el ente orgánico que centraliza la coordinación y ejecución de todas las instituciones jurídicas reguladas por el Libro VII del acotado Código, entre ellas las relacionadas con la cooperación judicial internacional destinada a la recuperación de activos a nivel internacional;

Que, conforme a lo dispuesto por el numeral 18 del artículo 6 de la Ley N° 29357, Ley de Organización y Funciones del Ministerio de Relaciones Exteriores y por el literal b) del artículo 3 del Reglamento de Organización y Funciones del Ministerio de Relaciones Exteriores, aprobado mediante Decreto Supremo N° 135-2010-RE, son funciones específicas de dicho sector, representar al Estado y participar en las negociaciones internacionales en el ámbito de su competencia; ello faculta al Ministerio de Relaciones Exteriores a promover los intereses del Estado peruano a través de las negociaciones con otros Estados;

Que, conforme a la Segunda Disposición Complementaria Final del Decreto Legislativo N° 1104, Decreto Legislativo que modifica la legislación sobre Pérdida de Dominio; se creó la Comisión Nacional de Bienes Incautados – Conabi, la misma que está encargada de la recepción, registro, calificación, custodia, seguridad, conservación, administración, arrendamiento, asignación en uso temporal o definitiva, disposición y venta en subasta pública, de los objetos, instrumentos, efectos y ganancias generadas por la comisión de delitos en agravio del Estado;

Que, conforme al segundo párrafo del artículo 35 de la Ley N° 29158, Ley Orgánica del Poder Ejecutivo, este Poder del Estado puede conformar Grupos de Trabajo, asignando funciones distintas a las de realizar seguimiento, fiscalización, propuesta o emisión de informes;

120

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL


Anne Maeda
Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Resolución Suprema

Que, teniendo en cuenta la solicitud de las autoridades extranjeras de contar con un interlocutor único para llevar a cabo las discusiones de Estado a Estado sobre las modalidades de la restitución;

Que, en ese contexto, resulta conveniente conformar un grupo de trabajo multisectorial con el objetivo de viabilizar la repatriación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, a través de la elaboración de un plan de acción y la posterior negociación de un instrumento internacional con los referidos Estados;

Que, la constitución del Grupo de Trabajo promueve y facilita la cooperación internacional en la lucha contra la corrupción en el marco de la Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción, de la cual el Perú y los Estados involucrados forman parte;

Estando a lo expuesto, y de conformidad con lo dispuesto en el numeral 8) del artículo 118 de la Constitución Política del Perú, y en el numeral 4) del artículo 11 de la Ley N° 29158 - Ley Orgánica del Poder Ejecutivo;

SE RESUELVE:

Artículo 1.- Creación del Grupo de Trabajo Multisectorial

Confórmese el Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la repatriación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo.

Artículo 2.- Objeto del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial tiene por objeto realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias conducentes a la repatriación y ejecución de los activos de manera más efectiva, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo.

Artículo 3.- Conformación del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo está conformado por las y los representantes titulares y alteros de las siguientes entidades públicas:

- a. Ministerio de Relaciones Exteriores, quien lo presidirá y asumirá la dirección de la Secretaría Técnica del grupo de trabajo
- b. Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, a través de la Comisión Nacional de Bienes Incautados - Conabi
- c. Poder Judicial
- d. Ministerio Público

Los y las integrantes del Grupo de Trabajo Multisectorial ejercen sus funciones *ad honorem* y en adición a su carga laboral habitual.

Artículo 4.- Participación de otras entidades o personas

El Grupo de Trabajo Multisectorial puede invitar a participar en sus sesiones, en calidad de invitados, a representantes de otras instituciones públicas,

120


Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

Resolución Suprema

privadas o de la sociedad civil, así como a profesionales especializados, para que colaboren con el cumplimiento de sus funciones.

Artículo 5.- Designación de representantes

Las entidades públicas que conforman el presente Grupo de Trabajo Multisectorial designarán a sus representantes titulares y alternos mediante resolución del titular de la Entidad o comunicación escrita dirigida al Ministro de Relaciones Exteriores, según corresponda, dentro de los cinco (5) días hábiles posteriores a la fecha de publicación de la presente Resolución Suprema.

Artículo 6.- De la competencia de los miembros del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Ministerio de Relaciones Exteriores, a través del representante que este designe y considerando su competencia originaria de concluir acuerdos internacionales, asume el rol de coordinación con la autoridad del Estado requerido de manera exclusiva en todo lo concerniente a la discusión política y técnica con miras a definir las modalidades de la repatriación de los activos.

Los demás miembros del Grupo de Trabajo brindan al Ministerio de Relaciones Exteriores el soporte técnico necesario para que este cumpla con la misión que le ha sido asignada.

Las decisiones y propuestas técnicas sobre la afectación de los fondos se toman de manera colegiada. Todas las entidades públicas que conforman el Grupo de Trabajo Multisectorial, a través de sus miembros tienen voz y voto.

Artículo 7.- Funciones del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial tiene las funciones siguientes:

- a. Coordinar la actuación conjunta de las entidades involucradas en el proceso de repatriación y ejecución de activos, a fin de garantizar una intervención multisectorial organizada.
- b. Diseñar un plan de acción que permita la repatriación y ejecución de activos a favor del Estado peruano.
- c. Proponer los acuerdos o convenios a suscribirse con la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, a fin de lograr la repatriación y ejecución de activos inmovilizados en dichos Estados.
- d. Desarrollar todas aquellas acciones orientadas al cumplimiento de su objetivo.
- e. Elaborar el informe final sobre el resultado de las reuniones del presente Grupo de Trabajo.

Artículo 8.- Sobre el destino de los fondos

La repatriación de activos ilícitos desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo estará destinada a fortalecer las instituciones que tienen competencia en la investigación, procesamiento y la defensa jurídica del Estado, de conformidad con el artículo 11 del Reglamento del Decreto Legislativo N° 1104, Decreto Legislativo que modifica la legislación sobre pérdida de dominio, aprobado por el Decreto Supremo N° 093-2012-PCM.

120

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL


Anne Maeda Ikenata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Resolución Suprema

Dichos fondos harán más eficaz la administración de justicia que tiene como fin la lucha contra la corrupción y el crimen organizado transnacional. De la misma manera, los activos repatriados coadyuvarán en el desarrollo de las metas del sistema de justicia para delitos de corrupción, de acuerdo a los objetivos y finalidades señaladas por cada sector.

Artículo 9.- Secretaría Técnica del Grupo de Trabajo Multisectorial

La Secretaría Técnica del Grupo de Trabajo Multisectorial estará a cargo de la Oficina de Cooperación Judicial de la Oficina General de Asuntos Legales del Ministerio de Relaciones Exteriores, la cual brindará el apoyo técnico necesario para el mejor funcionamiento del Grupo de Trabajo Multisectorial.

Artículo 10.- Instalación del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial se instalará dentro de los cinco (5) días hábiles, contados a partir del día siguiente del vencimiento del plazo señalado en el artículo 5 de la presente Resolución Suprema.

Artículo 11.- Vigencia

El Grupo de Trabajo tiene una vigencia de dos (2) años, contados desde el día de su instalación.

Artículo 12.- Financiamiento

La implementación de lo dispuesto en la presente Resolución Suprema se financia con cargo al presupuesto institucional de los pliegos involucrados, sin demandar recursos adicionales al Tesoro Público. Cada Pliego Presupuestal asume los gastos que pudiera generar el ejercicio de las funciones de sus representantes.

Artículo 13.- Publicación

Publíquese la presente Resolución Suprema en el Diario Oficial El Peruano, así como en el Portal del Estado Peruano (www.peru.gob.pe) y en el portal institucional de las entidades que lo refrendan, el mismo día de la publicación en el Diario Oficial El Peruano.

Artículo 14.- Refrendo

La presente Resolución Suprema es refrendada por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Relaciones Exteriores y la Ministra de Justicia y Derechos Humanos.

Regístrate, comuníquese y publíquese.

PEDRO PABLO KUCZYNSKI GODARD
Presidente de la República

Registrado en la Fecha

2.0 ABR 2017

RS No 120 /RE

RICARDO LUNA MENDOZA
Ministro de Relaciones Exteriores

MARÍA SOLEDAD PÉREZ TELLO
Ministra de Justicia y Derechos Humanos

FERNANDO ZÁVALA LOMBA
Presidente del Consejo de Minis

Anne Maeda Ichihata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

ESTADO DE PERÚ

VIAJE



REPÚBLICA DEL PERÚ

APOSTILLE

(Convention de la Haye du 5 octobre 1961)

1. País / Country República del Perú

El presente documento público / This public document

2. ha sido firmado por / has been signed by ANNE MAEDA
IKEHATA

3. quién actua en calidad de / acting in the capacity of MINISTRA
CONSEJERA

4. y está revestido del sello / timbre de / bears the seal / stamp
of DESPACHO MINISTERIAL

Certificado / Certified

5. en / at SEDE CENTRAL - LIMA 6. el / the 20/09/2019

7. por / by Ministerio de Relaciones Exteriores

8. bajo el número / N° MRE8921011722021244779

9. Sello/timbre / Seal/stamp 10. Firma / Signature



MINISTERIO
DE RELACIONES
EXTERIORES

Zegarra García Walter Rafael
Dirección de Política Consular
MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES

This Apostille only certifies the authenticity of the signature and the capacity of the person who has
signed the public document. This Apostille does not certify the content of the document.
Esta Apostilla sólo certifica la autenticidad de la firma y la capacidad de la persona que ha firmado
el documento público. Esta Apostilla no certifica el contenido del documento.

Annexe 2

Résolution suprême n° 102-2019-RE

du 22 juin 2019

Resolución Suprema

Nº 102-2019-RE

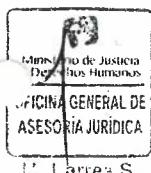
Lima, 22 de junio de 2019

AMPLÍAN LA VIGENCIA DEL GRUPO DE TRABAJO MULTISECTORIAL ENCARGADO DE LA REPATRIACIÓN DE ACTIVOS PROVENIENTES DE ACTOS ILÍCITOS EN LA CONFEDERACIÓN SUIZA Y EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

CONSIDERANDO:

Que, mediante Resolución Suprema N° 120-2017-RE se creó el Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo;

Que, entre las funciones asignadas al mencionado Grupo de Trabajo se encuentran la de coordinar la actuación conjunta de las entidades involucradas en el proceso de repatriación de activos; proponer los acuerdos a suscribirse con la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo y desarrollar todas aquellas acciones orientadas al cumplimiento de su objetivo, entre otras, teniendo una vigencia de dos años contados desde el día de la instalación del Grupo de Trabajo;



Que, los representantes de las entidades miembros del citado Grupo de Trabajo, en mérito al compromiso asumido por la parte peruana a las delegaciones suizas y luxemburguesas, en la segunda ronda de negociaciones, llevada a cabo en la Confederación Suiza, el 7 de noviembre de 2018, acordaron solicitar la prórroga de la vigencia del Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos por un plazo de hasta dos años contados desde el vencimiento del plazo original otorgado;

Que, conforme se establece en el artículo 28 de los Lineamientos de Organización del Estado, aprobados mediante Decreto Supremo N° 054-2018-PCM, los Grupos de Trabajo son un tipo de órgano colegiado de naturaleza temporal, sin personería jurídica ni administración propia, que se crean para cumplir funciones distintas a las de seguimiento, fiscalización, propuesta o emisión de informes. Sus conclusiones carecen de efectos jurídicos sobre terceros. Se extinguén automáticamente concluido su periodo de vigencia.



Que, según el Acta de la I Reunión del Grupo de Trabajo Multisectorial sobre Repatriación de Activos, el mencionado órgano colegiado se instaló el 27 de junio de 2017, por lo que su periodo de vigencia concluirá el próximo 27 de junio de 2019. Sin embargo, atendiendo a la solicitud formulada por los representantes de las entidades miembros del citado Grupo de Trabajo, resulta pertinente ampliar el periodo de vigencia de dicho órgano colegiado por un plazo de dos (2) años, el cual se contará desde el 28 de junio de 2019 y concluirá el 28 de junio de 2021;

Estando a lo expuesto y de conformidad con la Ley N° 29158; Ley de Orgánica del Poder Ejecutivo, y el Decreto Supremo N° 054-2018-PCM, que aprueba los Lineamientos de Organización del Estado;

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

102

Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Resolución Suprema

SE RESUELVE:

Artículo 1.- DE LA AMPLIACIÓN DEL PERÍODO DE VIGENCIA

Ampliar el periodo de vigencia del Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, creado mediante Resolución Suprema N° 120-2017-RE, por un plazo de dos (2) años el cual se contará desde el 28 de junio de 2019 y concluirá el 28 de junio de 2021.

Artículo 2.- REFRENDO

La presente Resolución Suprema es refrendada por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Relaciones Exteriores y el Ministro de Justicia y Derechos Humanos.

Regístrate, comuníquese y publíquese.

MARTÍN ALBERTO VIZCARRA CORNEJO
Presidente de la República

NÉSTOR POPOLIZIO BARDALES
Ministro de Relaciones Exteriores

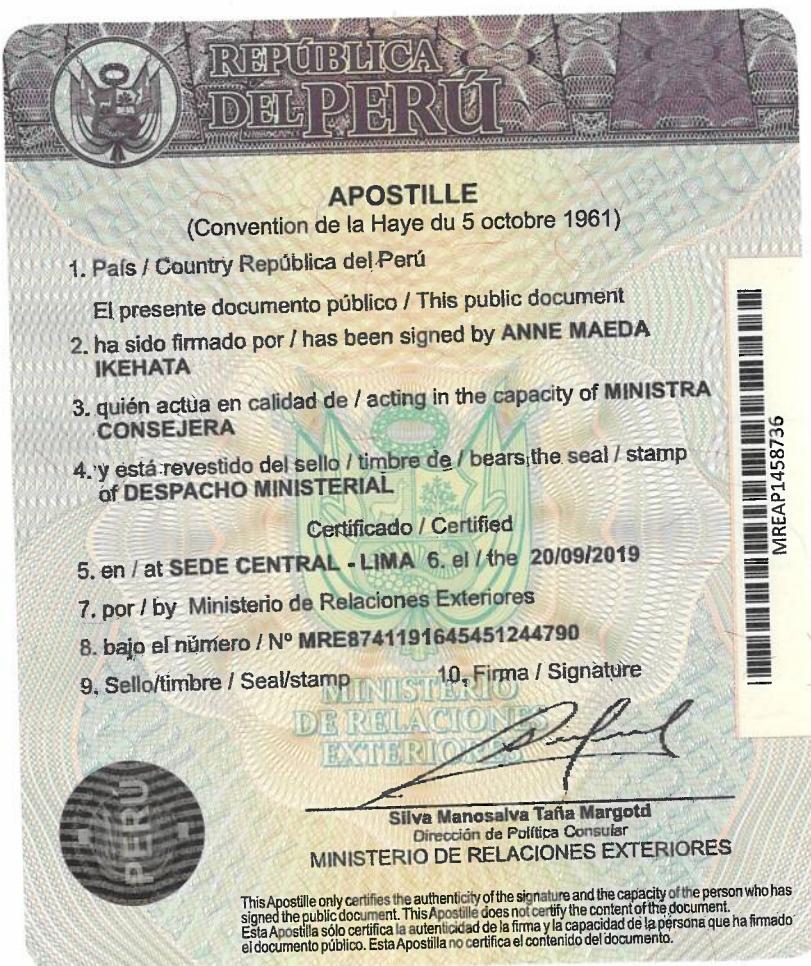
VICENTE ANTONIO ZEBALLOS SALINAS
Ministro de Justicia y Derechos Humanos

SALVADOR DEL SOLAR LABARTE
Presidente del Consejo de Ministros

| |
|------------------------|
| Registrado en la Fecha |
| 22 JUN 2019 |
| RS No 102 /RE |

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

Anne Maeda
Ministra Consejera
Despacho Ministerial



Annexe 3

Fiche technique – Projet du Pouvoir judiciaire

| | |
|---|---|
| Nom du projet (Project title) | Renforcement de la lutte du Pouvoir judiciaire contre la corruption et le crime organisé |
| Pays (Country) | Pérou |
| Résumé (Lead) | |
| <p>Au Pérou, la détection, l'investigation et la sanction en temps utile des cas de corruption et de crime organisé deviennent de plus en plus complexes. Cela affaiblit l'État et génère méfiance et insatisfaction des citoyens à l'égard des institutions publiques.</p> <p>Dans ce contexte, le projet contribuera à renforcer les capacités institutionnelles du Pouvoir judiciaire (<i>Poder Judicial</i>), ainsi qu'à accroître le niveau d'interopérabilité et de coordination du Système d'administration de la justice (<i>Sistema de Administración de Justicia</i>) afin d'atteindre une plus grande efficacité dans la lutte contre la corruption et le crime organisé dans le pays.</p> | |
| Contexte (Context) | Objectif / impact (Overall goal) |
| Les capacités institutionnelles du Pouvoir judiciaire sont insuffisantes et l'articulation entre les entités du Système d'administration de la justice est insuffisante pour mettre en œuvre des politiques efficaces dans la lutte contre la corruption et le crime organisé. | Les citoyens ont accès à une justice moderne, efficace et prévisible. |
| Base de référence (Baseline) | Résultats escomptés (Outcomes) |
| Selon l'Indice de Perception de la Corruption 2018, développé par l'ONG Transparency International, le Pérou a perdu 9 places et se classe 105 ^e sur 180 pays. | Les organes judiciaires (<i>órganos jurisdiccionales</i>) de la Cour supérieure nationale de justice pénale spécialisée (<i>Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada</i>) opèrent avec une efficacité et une efficience accrues pour résoudre les affaires de corruption et de crime organisé. |
| Principaux résultats (Key outputs) | Groupes cibles (Target groups) |
| 1. Les juges (<i>jueces</i>) et auxiliaires de justice (<i>auxiliares de justicia</i>) de la Cour supérieure nationale de justice pénale spécialisée ont les | 1. Utilisateurs (<i>usuarios</i>) du Système d'administration de la justice en matière de |

| | |
|--|--|
| <p>connaissances nécessaires pour juger et résoudre des affaires complexes dans la lutte contre la corruption et le crime organisé.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Les juges et auxiliaires de justice de la Cour supérieure nationale de justice pénale spécialisée disposent de matériel d'information et d'analyse sur la lutte contre la corruption et le crime organisé. 3. Les juges de la Cour supérieure nationale de justice pénale spécialisée disposent d'un catalogue électronique de critères (jugements) pour résoudre leurs affaires (systématisation). 4. Les juges et auxiliaires de justice de la Cour supérieure nationale de justice pénale spécialisée travaillent selon un modèle de gestion fondé sur des procédures standardisées. 5. Les organes judiciaires de la Cour supérieure nationale de justice pénale spécialisée utilisent une plate-forme digitale pour la gestion des dossiers judiciaires pénaux. | <p>corruption et de crime organisé.</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. Opérateurs (<i>operadores</i>) du Système d'administration de la justice en matière de corruption et de crime organisé, du Pouvoir judiciaire, du Ministère public (<i>Ministerio Público</i>) et de la police nationale du Pérou (<i>Policía Nacional del Perú</i>). 3. Professeurs, étudiants universitaires et chercheurs dans les domaines de la lutte contre la corruption et le crime organisé. 4. Juges et auxiliaires de justice et administratifs (<i>auxiliares jurisdiccionales y administrativos</i>) du Pouvoir judiciaire. 5. Citoyens en général. |
| <p>Partenaires contractuels (<i>Contract partner/s</i>)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (<i>Ministerio de Justicia y Derechos Humanos</i>) – MINJUSDH. 2. Ministère public – Parquet de la Nation (<i>Ministerio Público – Fiscalía de la Nación</i>, MP-FN), notamment le Bureau de la coopération judiciaire internationale et des extraditions (<i>Unidad de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones</i>) ainsi que les Parquets spécialisés dans les crimes de corruption de fonctionnaires (<i>Fiscalías Especializadas en Delitos de Corrupción de Funcionarios</i>). | <p>Coordination et synergies avec d'autres projets et acteurs (<i>Coordination and synergies with other projects and actors</i>)</p> <p><u>Autres agences coopérantes:</u> Banque mondiale (BM) et Banque interaméricaine de développement (BID).</p> <p><u>Autres acteurs nationaux:</u> Ministère de l'Économie et des Finances (<i>Ministerio de Economía y Finanzas</i>, MEF), Académie de la Magistrature (<i>Academia de la Magistratura</i>, AMAG), Conseil national de justice (<i>Junta Nacional de Justicia</i>, JNJ), Tribunal Constitutionnel (<i>Tribunal Constitucional</i>, TC).</p> |
| <p>Début du projet (<i>Start of project</i>)</p> <p>A partir du premier déboursement de ressources pour le Pouvoir judiciaire.</p> | <p>Fin du projet (<i>End of project</i>)</p> <p>Quatre ans après le premier déboursement de ressources pour le Pouvoir judiciaire.</p> |

Budget (Budget)

Le budget total estimé du projet correspond à la somme des montants suivants:

- USD 5'460'179
- EUR 3'239'890

A titre d'information uniquement: l'équivalent approximatif en sols péruviens du budget total estimé du projet est:

- environ PEN 30'147'312¹

¹ Montant estimé en tenant compte du taux de change PEN/USD: 3.33 (source: "Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023" du Ministère de l'économie et des finances du Pérou) et du taux de change PEN/EUR: 3.693 (source: moyenne pour le mois de janvier 2020 calculé par la Banque centrale de réserve du Pérou).

Annexe 4

Fiche technique – Projet du Ministère public

| | | | | |
|--|---|--|--|--|
| <u>Nom du projet (Project title)</u> | Renforcement de la lutte du Ministère public contre la corruption et le crime organisé | | | |
| <u>Pays (Country)</u> | Pérou | | | |
| Résumé (Lead) | | | | |
| <p>Le Ministère public (<i>Ministerio Público</i>) contribue au renforcement de l'Etat de droit dans le pays et exerce l'action pénale en matière de corruption et de crime organisé. Le projet contribuera à la célérité des procédures d'enquête, en améliorant les capacités techniques et professionnelles des procureurs (<i>fiscales</i>), des experts et du personnel administratif (<i>peritos y personal administrativo</i>) du Ministère public, modernisant la gestion organisationnelle.</p> | | | | |
| Contexte (Context) | Objectif / impact (Overall goal) | | | |
| L'Indice de Perception de la Corruption 2018 de Transparency International a classé le Pérou au 105e rang sur 180 pays ¹ . Depuis l'entrée en vigueur du Code de procédure pénale, le Ministère public a renforcé son leadership dans la lutte contre la corruption et le crime organisé, améliorant ainsi la gestion institutionnelle. | Le Ministère public aura renforcé les capacités institutionnelles dans la procédure pénale afin de disposer d'une gestion organisationnelle moderne et de qualité. | | | |
| Base de référence (Baseline) | Résultats escomptés (Outcomes) | | | |
| Base de référence [2018]: 94% des dossiers traités ² par les Parquets spécialisés (<i>Fiscalías Especializadas</i>) dans la lutte contre le crime organisé, la corruption de fonctionnaires, le blanchiment d'argent, la confiscation d'avoirs en l'absence de condamnation et la traite d'êtres humains présentent des difficultés en matière de respect des délais prévus par le Code de procédure pénale ³ . | Les Parquets spécialisés dans la lutte contre le crime organisé, la corruption de fonctionnaires, le blanchiment d'argent, la confiscation d'avoirs en l'absence de condamnation et la traite d'êtres humains examineront les plaintes de manière plus efficace et efficiente dans les affaires de lutte contre la corruption et le crime organisé. | | | |

¹ Selon la Dixième enquête nationale sur la perception de la corruption, préparée par Proética (septembre 2017), 50% de la population péruvienne pense que la gestion du ministère public, en termes de lutte contre la corruption, est mauvaise.

² Annuaire statistique du Ministère public 2018 – ORACE.

³ Approuvé par le Décret législatif 957.

| | |
|--|---|
| <p>Principaux résultats (Key outputs)</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les Parquets spécialisés disposent de systèmes adéquats d'information et d'appui technologique pour traiter les plaintes dans les affaires de lutte contre la corruption et le crime organisé. 2. Les procureurs spécialisés (<i>Fiscales Especializados</i>) dans la lutte contre le crime organisé et la corruption de fonctionnaires accroissent leurs capacités en matière d'enquête sur le crime organisé, la corruption de fonctionnaires, le blanchiment d'argent, la confiscation d'avoirs en l'absence de condamnation et la traite d'êtres humains. 3. Le Bureau d'analyse criminelle (<i>Oficina de Peritajes</i>) dispose de capacités logistiques suffisantes pour mener à bien ses fonctions. 4. Le Bureau de la coopération judiciaire internationale et des extraditions (<i>Oficina de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones</i>) dispose d'installations adéquates et de capacités spécialisées pour le recouvrement d'avoirs. 5. Le personnel des Parquets spécialisés dans la lutte contre le crime organisé et la corruption de fonctionnaires, ainsi que le personnel administratif de la direction (<i>personal administrativo de las gerencias</i>), disposent des capacités appropriées pour mener à bien leurs fonctions. | <p>Groupes cibles (Target groups)</p> <p>Acteurs principaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Parquets spécialisés dans le blanchiment d'argent. ii) Parquets spécialisés dans la confiscation d'avoirs en l'absence de condamnation. iii) Parquets spécialisés dans les crimes de corruption de fonctionnaires. iv) Parquets spécialisés dans le crime organisé. v) Parquets spécialisés dans la traite d'êtres humains. vi) Bureau de la coopération judiciaire internationale et des extraditions. vii) Bureau d'analyse criminelle. viii) École du Ministère public (<i>Escuela del Ministerio Público</i>). <p>Acteurs secondaires:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Pouvoir judiciaire (<i>Poder Judicial</i>). ii) Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (<i>Ministerio de Justicia y Derechos Humanos</i>). |
| <p>Partenaires contractuels (Contract partner/s)</p> | <p>Coordination et synergies avec d'autres projets et acteurs (Coordination and synergies with other projects and actors)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Banque interaméricaine de développement. • Pouvoir judiciaire. • Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. • Basel Institute on Governance / International Centre for Asset Recovery (ICAR). |

Annexe 4

| Début du projet (<i>Start of project</i>) | Fin du projet (<i>End of project</i>) |
|--|---|
| A partir du premier déboursement de ressources pour le Ministère public. | Trois ans après le premier déboursement de ressources pour le Ministère public. |
| Budget (<i>Budget</i>) | |
| Le budget total estimé du projet correspond à la somme des montants suivants: | |
| <ul style="list-style-type: none">• USD 5'460'179• EUR 3'239'890 | |
| A titre d'information uniquement: l'équivalent approximatif en sols péruviens du budget total estimé du projet est: | |
| <ul style="list-style-type: none">• environ PEN 30'147'312⁴ | |

⁴ Montant estimé en tenant compte du taux de change PEN/USD: 3.33 (source: "Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023" du Ministère de l'économie et des finances du Pérou) et du taux de change PEN/EUR: 3.693 (source: moyenne pour le mois de janvier 2020 calculé par la Banque centrale de réserve du Pérou).

Annexe 5

Fiche technique – Projet du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme

| | |
|---|--|
| <u>Titre du projet (Project title)</u> | Renforcement de la lutte du Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MINJUSDH) contre la corruption et le crime organisé |
| <u>Pays (Country)</u> | Pérou |
| Résumé (Lead) | |
| La corruption et le crime organisé génèrent une forte méfiance et insatisfaction des citoyens envers les institutions politiques et leurs représentants. Cette méfiance et le manque d'engagement des politiques d'État sapent la légitimité de l'État et conduisent à une grave faiblesse institutionnelle au Pérou. Le projet améliorera les capacités d'articulation et de coordination du MINJUSDH avec les entités impliquées dans la lutte contre la corruption et le crime organisé pour une interopérabilité effective. Cet objectif sera atteint grâce au renforcement des capacités des fonctionnaires (<i>servidores públicos</i>), l'amélioration de l'information et l'application de stratégies par une approche systémique et une optimisation de la capacité opérative de l'entité. | |
| <u>Contexte (Context)</u> | <u>Objectif/impact (Overall goal)</u> |
| Il existe un manque de coordination entre les opérateurs de justice. Par conséquent, le travail entre les entités chargées de prévenir, contrôler, enquêter et sanctionner la corruption n'est pas dûment articulé. Le degré d'information sur la corruption est inégal. L'information n'est ni standardisée ni systématisée, ce qui rend difficile le fait de concevoir et de mettre en œuvre les politiques, plans, programmes et projets à impact. De même, les mécanismes de contrôle, de transparence et d'accès à l'information sur la corruption sont inefficients. Il faut développer des capacités pour renforcer la lutte contre la corruption par des programmes de formation spécialisés et de large portée. | Disposer d'informations systématisées permettant de développer des stratégies efficientes et efficaces de lutte contre la corruption et le crime organisé, par une approche articulée de l'État avec les opérateurs du Système d'administration de la justice (<i>Sistema de Administración de Justicia</i>). Disposer d'un système de formation complet en éthique publique, ainsi qu'en processus de prévention et de lutte contre la corruption, afin de consolider une culture de valeurs dans le Secteur de la justice et des droits de l'homme (<i>Sector Justicia y Derechos Humanos</i>). |

| Base de référence (<i>Baseline</i>) | Effets (<i>Outcomes</i>) |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> Classement de l'Indice de Perception de la Corruption 2018 préparé par l'ONG Transparency International, dans lequel le Pérou a perdu neuf places et se trouve en 105^e position sur 180 pays. Classement de l'Indice de Compétitivité Globale 2018, préparé par le Forum économique mondial. Le Pérou se trouve en 63^e position sur 140 pays. | <p>Le MINJUSDH renforce ses capacités opérationnelles et techniques pour concevoir et mettre en œuvre des stratégies de prévention et de lutte contre la corruption et le crime organisé, dans le but d'améliorer le positionnement du Pérou dans l'Indice de Perception de la Corruption et dans l'Indice de Compétitivité Globale.</p> |
| Produits clé (<i>Key outputs</i>) | Groupes cibles (<i>Target groups</i>) |
| <ol style="list-style-type: none"> Le MINJUSDH promeut la mise en œuvre et le suivi des politiques de lutte contre la corruption, le contrôle disciplinaire et l'éthique dans le cadre du Conseil pour la réforme du système judiciaire (<i>Consejo para la Reforma del Sistema de Justicia</i>). Le Programme national des biens saisis (<i>Programa Nacional de Bienes Incautados</i>, PRONABI) exerce plus efficacement ses fonctions d'administration et de disposition des biens saisis en lien avec des crimes de corruption, grâce au renforcement ses capacités opérationnelles. Le Bureau d'intégrité et de lutte contre la corruption (<i>Oficina de Integridad y Lucha contra la Corrupción</i> ; OILC) a établi une culture d'intégrité et d'éthique pour prévenir et lutter contre la corruption, a mis en œuvre des processus et des contrôles institutionnels adaptés à un Modèle d'intégrité et de compliance (<i>Modelo de Integridad y Cumplimiento</i>), et a promu le système de contrôle interne en mettant en œuvre des mesures de transparence. Le Secrétariat Technique de mise en œuvre du nouveau Code de procédure pénale (<i>Secretaría Técnica de Implementación del Nuevo Código Procesal Penal</i> ; STNCPP) optimise, donne des outils méthodologiques et renforce les capacités des opérateurs (<i>operadores</i>) du Système d'administration de la justice (Pouvoir judiciaire (<i>Poder Judicial</i>), Ministère public (<i>Ministerio Público</i>), Police nationale (<i>Policía Nacional</i>) et Défense | <ol style="list-style-type: none"> Utilisateurs (<i>usuarios</i>) du Système d'administration de la justice pour ce qui concerne la corruption et le crime organisé. Opérateurs (<i>operadores</i>) du Système d'administration de la justice pour ce qui concerne la corruption et le crime organisé, du Pouvoir judiciaire, du Ministère public et de la Police nationale du Pérou. Opérateurs du Système d'administration de la justice pour ce qui concerne la corruption et le crime organisé, du MINJUSDH : le PRONABI, le Bureau du procureur de l'Etat spécialisé dans les crimes de corruption, le Bureau d'intégrité et de lutte contre la corruption ainsi que le Centre d'études en justice et droits de l'homme. Professeurs, étudiants universitaires et chercheurs en matière de lutte contre la corruption et le crime organisé. Fonctionnaires (<i>servidores</i>) du MINJUSDH. |

| | |
|--|--|
| <p>publique (<i>Defensa Pública</i>)) en matière de justice pénale, en mettant l'accent sur les crimes de corruption de fonctionnaires et de crime organisé.</p> <p>5. Le Centre d'études en justice et droits de l'homme (<i>Centro de Estudios en Justicia y Derechos Humanos</i> ; CEJDH) améliore ses services de formation et promeut une culture des valeurs dans le Secteur de la justice et des droits de l'homme.</p> <p>6. Le Bureau du procureur général de l'Etat (<i>Procuraduría General del Estado</i>) renforce les capacités techniques et opérationnelles du Bureau du procureur de l'Etat (<i>Procuraduría Pública</i>) spécialisé dans les crimes de corruption, du Bureau du procureur de l'Etat spécialisé dans le crime organisé et du Bureau du procureur de l'Etat spécialisé dans la confiscation d'avoirs en l'absence de condamnation.</p> | <p>6. Autres institutions publiques et privées.</p> <p>7. Citoyens en général.</p> |
| <p>Partenaires contractuels (Contract partner/s)</p> <p>Dans le cadre des efforts conjoints au niveau de l'État, et pour favoriser l'interopérabilité, les partenaires stratégiques seront la Superintendance nationale de l'administration fiscale (<i>Superintendencia Nacional de Administración Tributaria</i> ; SUNAT), la Superintendance des banques et assurances (<i>Superintendencia de Bancos y Seguros</i> ; SBS), le Registre national d'identification et de l'état civil (<i>Registro Nacional de Identificación y Estado Civil</i> ; RENIEC) et, pour la formation, l'Académie de la magistrature (<i>Academia de la Magistratura</i>), ainsi que d'autres entités nationales et internationales contribuant à atteindre les objectifs du présent projet.</p> <p>Des accords entre les entités participant au projet seront signés.</p> | <p>Coordination et synergie avec d'autres projets et acteurs (Coordination and synergies with other projects and actor)</p> <p>Institutions coopérantes: Une coordination sera assurée avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale afin de garantir que ce projet complète de manière adéquate les projets de modernisation des services d'administration de la justice que ces institutions financent.</p> <p>Acteurs nationaux: Pouvoir Judiciaire, Ministère public – Parquet de la Nation (<i>Ministerio Público – Fiscalía de la Nación</i>), Police nationale du Pérou, Ministère des Affaires étrangères (<i>Ministerio de Relaciones Exteriores</i>), Ministère de l'Economie et des Finances (<i>Ministerio de Economía y Finanzas</i>), centres d'études et de recherche, Commission de haut niveau sur la lutte contre la corruption (<i>Comisión de Alto Nivel</i>)</p> |

Annexe 5

| | |
|--|--|
| | <i>Anticorrupción, CAN), SUNAT, SBS, RENIEC, Académie de la magistrature, entre autres.</i> |
| Début du projet (<i>Start of project</i>) A partir du premier déboursement de ressources pour le MINJUSDH. | Fin du projet (<i>End of project</i>) Quatre ans après le premier déboursement de ressources pour le MINJUSDH. |
| Budget (<i>Budget</i>) Le budget total estimé du projet correspond à la somme des montants suivants: <ul style="list-style-type: none">• USD 5'460'179• EUR 3'239'890 A titre d'information uniquement: l'équivalent approximatif en sols péruviens du budget total estimé du projet est: <ul style="list-style-type: none">• environ PEN 30'147'312¹ | |

¹ Montant estimé en tenant compte du taux de change PEN/USD: 3.33 (source: "Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023" du Ministère de l'économie et des finances du Pérou) et du taux de change PEN/EUR: 3.693 (source: moyenne pour le mois de janvier 2020 calculé par la Banque centrale de réserve du Pérou).

AGREEMENT BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION, THE REPUBLIC OF PERU AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG ON THE TRANSFER OF SEIZED ASSETS

The Swiss Confederation, the Republic of Peru and the Grand Duchy of Luxembourg (hereinafter the "Parties")

WELCOMING their cooperation in the fight against corruption at the national and international levels;

UNDERLINING that this cooperation has led between 2002 and 2006 to the restitution from the Swiss Confederation to the Republic of Peru of assets illicitly acquired by the criminal organisation led by Vladimiro Montesinos Torres totalling USD 93 million;

CONSIDERING that the authorities of the Grand Duchy of Luxembourg and of the Swiss Confederation have offered judicial cooperation to the Peruvian State in the seizure of further assets which were deposited in their territories and which were derived from acts of corruption in Peru committed by members of the criminal organisation led by Vladimiro Montesinos Torres;

RECALLING the letter dated 16th June 2016 of the Peruvian Minister of Justice and Human Rights manifesting the interest of the Peruvian State in conducting a dialogue with the Swiss Confederation within the framework of Article 57, paragraph 5, of the United Nations Convention against Corruption, as well as the letter dated 4th July 2016 of the Head of the Federal Department of Justice and Police indicating the willingness of the Swiss Confederation to conduct such a dialogue;

RECALLING that, by judgment number 1754/2016 of 9th June 2016, the 18th Criminal Court of the Luxembourg District Court ordered enforceable in the Grand Duchy of Luxembourg the decision of 25th June 2015 of the first criminal court charged to conclude procedures followed under the old Code of Criminal Procedures (ref.: TRA No. TS0145.15) to the extent that it orders confiscation of assets (balances and interests) specified therein;

WELCOMING the creation, by the Supreme Resolution No. 120-2017-RE dated 20th April 2017 of the Republic of Peru (Annex 1 to this Agreement), of the *Multisectorial Working Group in Charge of the Repatriation of Assets Derived from Unlawful Activities in the Swiss Confederation and in the Grand Duchy of Luxembourg*, whose mandate was extended in its duration by the Supreme Resolution No. 102-2019-RE dated 22th June 2019 (Annex 2 to this Agreement);

RECOGNISING the Parties' common goal of recovering the assets on behalf of those affected by the criminal conduct that motivated the seizures, including the Peruvian State and its population;

UNDERTAKING to use the recovered assets in a transparent and proper manner for the benefit of the Peruvian State and its population, in accordance with Article 57 of the United Nations Convention against Corruption, with the *Principles for Disposition and Transfer of Confiscated Stolen Assets in Corruption Cases* of the Global Forum on Asset Recovery, which neither infringe national sovereignty nor domestic principles of law, as well as with Goals 16.4, 16.5 and 16.6 of the 2030 Agenda for Sustainable Development;

have agreed the following:

Article 1

1. The Grand Duchy of Luxembourg shall transfer to the Peruvian State, through a sole payment to the *Programa Nacional de Bienes Incautados* (National Seized Property Program; hereinafter: "PRONABI"), fund manager of the Republic of Peru, the sum of EUR 9'719'670.74 which represents one hundred per cent of the assets plus the interest accrued available for restitution derived from two bank accounts confiscated by authorities of the Grand Duchy of Luxembourg in connection with the criminal organisation led by Vladimiro Montesinos Torres.

2. The Swiss Confederation shall transfer to the Peruvian State, through a sole payment to the PRONABI, fund manager of the Republic of Peru, the sum of USD 16'380'538.54 which represents one hundred per cent of the assets available for restitution derived from three bank accounts seized by authorities of the Swiss Confederation in connection with the criminal organisation led by Vladimiro Montesinos Torres, plus the interest accrued over time.

3. The assets shall be transferred by the Grand Duchy of Luxembourg and the Swiss Confederation to the PRONABI account No. 06-068-002166 "MEF-DGETP-PRONABI-OTRAS REPATRIACIONES", opened at the *Banco de la Nación*, within ten weeks from the entry into force of this Agreement for the Swiss Confederation and the Grand Duchy of Luxembourg respectively.

Article 2

Once the Republic of Peru has received the transferred assets, it shall dispose of them in accordance with the following priorities:

A. The Peruvian State and its population shall benefit from the transferred assets through the financing of projects in the sectors of the protection of the Rule of Law, the fight against corruption and the fight against transnational organised crime;

B. The institutions involved in the protection of the Rule of Law, the fight against corruption and money laundering, the seizure of assets, the fight against organised crime, and international judicial cooperation shall be strengthened. To this end, the assets transferred in accordance with Article 1 of this Agreement shall finance initiatives in these sectors, through the following projects, or as otherwise agreed upon by the Parties through formal communication by diplomatic channels:

- Strengthening the Fight of the Judiciary against Corruption and Organized Crime (see the Fact sheet; Annex 3 to this Agreement);
- Strengthening the Fight of the Public Prosecutor against Corruption and Organized Crime (see the Fact sheet; Annex 4 to this Agreement); and,
- Strengthening the Fight of the Ministry of Justice and Human Rights (MINJUSDH) against Corruption and Organized Crime (see the Fact sheet; Annex 5 to this Agreement).

C. The institutions which shall benefit from the projects financed by the transferred assets are the following: the Judiciary, the Public Prosecutor (the Public Prosecutor Office of Peru), and the Ministry of Justice and Human Rights.

D. The focal point of each project, complemented by a PRONABI collaborator, form a technical working group. The mission of the technical working group is to accompany the implementation of the projects. In this sense, the technical working group shall contribute to ensuring quality, effectiveness, efficiency and sustainability, as well as to identifying and taking advantage of possible synergies and complementarities. The technical working group also facilitates and harmonises, where possible and appropriate, reporting in accordance with Article 6 of this Agreement. The technical working group shall hold regular internal meetings as well as regular exchanges with the Parties at least once per year.

E. At the request of the Republic of Peru, the Swiss Confederation may support the entities implementing the projects in accordance with Article 2 of this Agreement or the technical working group with technical assistance.

Article 3

Without prejudice to the provisions of this Agreement, once the transfer has been carried out, the Grand Duchy of Luxembourg and the Swiss Confederation shall renounce all rights, titles and legal claims, and shall not assume any liability, with respect to the transferred assets. All rights, titles and legal claims rest with the Peruvian State which assumes all responsibilities with respect to the transferred assets.

Article 4

The Parties recognise that all rights, titles and legal claims to the transferred assets have already been adjudicated and that, therefore, no legal proceedings are necessary to that effect.

Article 5

The Parties agree that the transferred assets shall not be released in favour of, or made available to:

- a. any person whose assets have been seized or confiscated, or
- b. any person who is linked to crimes committed by the criminal organisation led by Vladimiro Montesinos Torres, or
- c. the heirs, associates or assignees of the above-mentioned persons.

Article 6

1. The Parties share a common interest in good governance and transparency of public affairs, as well as in the proper use of the transferred assets.
2. The transferred assets, which finance the projects in accordance with Article 2, paragraph B, of this Agreement, shall be treated as Peruvian public funds. All provisions of Peruvian law applicable to public funds shall apply to the transferred assets.
3. The entities implementing the projects in accordance with Article 2, paragraph B, of this Agreement shall prepare periodic annual reports for each project, consisting of a financial utilisation report, as well as a narrative report, detailing the activities undertaken and describing the progress made in relation to the objectives of the project, including challenges and constraints.
4. The entities implementing the projects in accordance with Article 2, paragraph B, of this Agreement shall submit their periodic reports to PRONABI within the first fifteen days of each calendar year. Once these periodic reports have been examined, PRONABI shall consolidate them into annual reports, which shall be published on the PRONABI website within the first four months of each calendar year.
5. The Comptroller General Office of the Republic of Peru shall exercise its governmental control functions, in accordance with Peruvian law, with respect to the entities implementing the projects in accordance with Article 2, paragraph B, of this Agreement, and the implementation of the projects as such, as well as with respect to PRONABI. The beneficiary entities shall request the Comptroller General Office of the Republic of Peru to designate an auditing firm for an annual financial audit. Within the framework of Peruvian law, the Comptroller General Office of the Republic of Peru may also commission an external audit *ex officio* or at the suggestion of one of the Parties.

The Comptroller General Office of the Republic of Peru shall propose preventive and corrective actions that are necessary for a good implementation of the projects so that the beneficiary entities adopt them, in accordance with Peruvian law.

The Comptroller General Office of the Republic of Peru shall publish in due time on its website the annual financial audits and its reports concerning the projects in accordance with the provisions of the Peruvian national control system.

Article 7

This Agreement is concluded for the sole purpose of cooperation between the Parties. It does not create any rights in favour of any natural or legal person.

Article 8

Any dispute between the Parties concerning the interpretation or application of this Agreement shall be settled by consultations between the Parties through diplomatic channels.

Article 9

1. In accordance with this Agreement and Peruvian law, the Republic of Peru shall make public the projects selected for the use of the transferred assets referred to in Article 2 of this Agreement.
2. This Agreement may be made public by the Parties in accordance with the conditions set forth in their national law.
3. Annexes 1 to 5 are an integral part of this Agreement.

Article 10

1. The Swiss Confederation expresses its consent to be bound by this Agreement by affixing its signature. The consents of the Republic of Peru and the Grand Duchy of Luxembourg are subject to the completion of the procedures required by their respective legal systems.
2. The Republic of Peru and the Grand Duchy of Luxembourg shall notify the other two Parties, by diplomatic note, of the completion of their respective procedures. Upon receipt of each of these notifications, the two receiving Parties shall confirm the date of receipt, by diplomatic note, to the other two Parties.
3. This Agreement shall enter into force on the thirtieth day following the last date of receipt of the notifications of the Republic of Peru and the Grand Duchy of Luxembourg.

4. Notwithstanding paragraph 3, this Agreement shall already enter into force for the Swiss Confederation and the Republic of Peru on the thirtieth day following the date of receipt by the Swiss Confederation of the notification of the Republic of Peru, if this date of receipt is earlier than the last date of receipt of the notifications of the Republic of Peru and the Grand Duchy of Luxembourg. In this case, the Agreement shall enter into force for the Grand Duchy of Luxembourg on the thirtieth day following the last date of receipt by the other Parties of the notification of the Grand Duchy of Luxembourg.

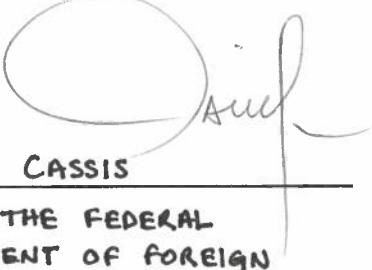
5. The Republic of Peru shall confirm to the other two Parties, by diplomatic note, the date of entry into force of this Agreement.

IN WITNESS THEREOF, the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed this Agreement.

Signed in three originals, each in the English, Spanish and French languages, all versions being equally authentic.

For the Swiss Confederation

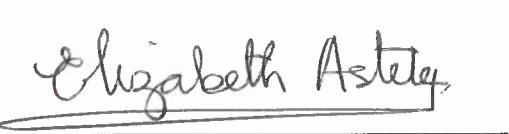
Bern, 04.12.2020


IGNAZIO CASSIS

HEAD OF THE FEDERAL
DEPARTMENT OF FOREIGN
AFFAIRS

For the Republic of Peru

Lima, 16.12.2020


Elizabeth Astete

For the Grand Duchy of Luxembourg

Luxembourg, 25/11/20


Sam Tantin
Ministre de la Justice

Annexes

- Annex 1: Supreme Resolution No. 120-2017-RE dated 20th April 2017
- Annex 2: Supreme Resolution No. 102-2019-RE dated 22th June 2019
- Annex 3: Fact sheet (Strengthening the Fight of the Judiciary against Corruption and Organized Crime)
- Annex 4: Fact sheet (Strengthening the Fight of the Public Prosecutor against Corruption and Organized Crime)
- Annex 5: Fact sheet (Strengthening the Fight of the Ministry of Justice and Human Rights (MINJUSDH) against Corruption and Organized Crime)

Annex 1

Supreme Resolution No. 120-2017-RE

dated 20th April 2017

Resolución Suprema

Nº 120-2017-RE

CONFORMAN EL GRUPO DE TRABAJO MULTISECTORIAL ENCARGADO DE LA REPATRIACIÓN DE ACTIVOS PROVENIENTES DE ACTOS ILCITOS EN LA CONFEDERACIÓN SUIZA Y EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

Lima, 20 de abril de 2017

CONSIDERANDO:

Que, la actividad delictiva, no ha escapado a los avances de un mundo globalizado, es por eso que en la actualidad se puede hablar de ilícitos penales de carácter transnacional, en tal sentido la corrupción se convierte en una amenaza a la estabilidad de las sociedades, en ese sentido, el Poder Judicial ejerce un rol fundamental en la administración de justicia combatiendo la corrupción, ello se desprende del artículo 138 de la Constitución Política del Perú;

Que, el Ministerio Público es un organismo autónomo conforme lo establece el artículo 158 de la Constitución Política del Perú y el artículo 1 de la Ley Orgánica del Ministerio Público, y tiene entre sus funciones la persecución del delito, institución que se encuentra representada por el Fiscal de la Nación quien la preside y que conforme al artículo 512 numeral 1 del Código Procesal Penal cumple el rol de Autoridad Central en cooperación judicial internacional en materia penal, siendo la Unidad de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones, el ente orgánico que centraliza la coordinación y ejecución de todas las instituciones jurídicas reguladas por el Libro VII del acotado Código, entre ellas las relacionadas con la cooperación judicial internacional destinada a la recuperación de activos a nivel internacional;

Que, conforme a lo dispuesto por el numeral 18 del artículo 6 de la Ley N° 29357, Ley de Organización y Funciones del Ministerio de Relaciones Exteriores y por el literal b) del artículo 3 del Reglamento de Organización y Funciones del Ministerio de Relaciones Exteriores, aprobado mediante Decreto Supremo N° 135-2010-RE, son funciones específicas de dicho sector, representar al Estado y participar en las negociaciones internacionales en el ámbito de su competencia; ello faculta al Ministerio de Relaciones Exteriores a promover los intereses del Estado peruano a través de las negociaciones con otros Estados;

Que, conforme a la Segunda Disposición Complementaria Final del Decreto Legislativo N° 1104, Decreto Legislativo que modifica la legislación sobre Pérdida de Dominio; se creó la Comisión Nacional de Bienes Incautados – Conabi, la misma que está encargada de la recepción, registro, calificación, custodia, seguridad, conservación, administración, arrendamiento, asignación en uso temporal o definitiva, disposición y venta en subasta pública, de los objetos, instrumentos, efectos y ganancias generadas por la comisión de delitos en agravio del Estado;

Que, conforme al segundo párrafo del artículo 35 de la Ley N° 29158, Ley Orgánica del Poder Ejecutivo, este Poder del Estado puede conformar Grupos de Trabajo, asignando funciones distintas a las de realizar seguimiento, fiscalización, propuesta o emisión de informes;

120

Anne Maeda
Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

Resolución Suprema

Que, teniendo en cuenta la solicitud de las autoridades extranjeras de contar con un interlocutor único para llevar a cabo las discusiones de Estado a Estado sobre las modalidades de la restitución;

Que, en ese contexto, resulta conveniente conformar un grupo de trabajo multisectorial con el objetivo de viabilizar la repatriación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, a través de la elaboración de un plan de acción y la posterior negociación de un instrumento internacional con los referidos Estados;

Que, la constitución del Grupo de Trabajo promueve y facilita la cooperación internacional en la lucha contra la corrupción en el marco de la Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción, de la cual el Perú y los Estados involucrados forman parte;

Estando a lo expuesto, y de conformidad con lo dispuesto en el numeral 8) del artículo 118 de la Constitución Política del Perú, y en el numeral 4) del artículo 11 de la Ley N° 29158 - Ley Orgánica del Poder Ejecutivo;

SE RESUELVE:

Artículo 1.- Creación del Grupo de Trabajo Multisectorial

Confórmese el Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la repatriación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo.

Artículo 2.- Objeto del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial tiene por objeto realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias conducentes a la repatriación y ejecución de los activos de manera más efectiva, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo.

Artículo 3.- Conformación del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo está conformado por las y los representantes titulares y alternos de las siguientes entidades públicas:

- a. Ministerio de Relaciones Exteriores, quien lo presidirá y asumirá la dirección de la Secretaría Técnica del grupo de trabajo
- b. Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, a través de la Comisión Nacional de Bienes Incautados - Conabi
- c. Poder Judicial
- d. Ministerio Público

Los y las integrantes del Grupo de Trabajo Multisectorial ejercen sus funciones *ad honorem* y en adición a su carga laboral habitual.

Artículo 4.- Participación de otras entidades o personas

El Grupo de Trabajo Multisectorial puede invitar a participar en sus sesiones, en calidad de invitados, a representantes de otras instituciones públicas,

120

Anne Maeda
Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

Resolución Suprema

privadas o de la sociedad civil, así como a profesionales especializados, para que colaboren con el cumplimiento de sus funciones.

Artículo 5.- Designación de representantes

Las entidades públicas que conforman el presente Grupo de Trabajo Multisectorial designarán a sus representantes titulares y alternos mediante resolución del titular de la Entidad o comunicación escrita dirigida al Ministro de Relaciones Exteriores, según corresponda, dentro de los cinco (5) días hábiles posteriores a la fecha de publicación de la presente Resolución Suprema.

Artículo 6.- De la competencia de los miembros del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Ministerio de Relaciones Exteriores, a través del representante que este designe y considerando su competencia originaria de concluir acuerdos internacionales, asume el rol de coordinación con la autoridad del Estado requerido de manera exclusiva en todo lo concerniente a la discusión política y técnica con miras a definir las modalidades de la repatriación de los activos.

Los demás miembros del Grupo de Trabajo brindan al Ministerio de Relaciones Exteriores el soporte técnico necesario para que este cumpla con la misión que le ha sido asignada.

Las decisiones y propuestas técnicas sobre la afectación de los fondos se toman de manera colegiada. Todas las entidades públicas que conforman el Grupo de Trabajo Multisectorial, a través de sus miembros tienen voz y voto.

Artículo 7.- Funciones del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial tiene las funciones siguientes:

- a. Coordinar la actuación conjunta de las entidades involucradas en el proceso de repatriación y ejecución de activos, a fin de garantizar una intervención multisectorial organizada.
- b. Diseñar un plan de acción que permita la repatriación y ejecución de activos a favor del Estado peruano.
- c. Proponer los acuerdos o convenios a suscribirse con la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, a fin de lograr la repatriación y ejecución de activos inmovilizados en dichos Estados.
- d. Desarrollar todas aquellas acciones orientadas al cumplimiento de su objetivo.
- e. Elaborar el informe final sobre el resultado de las reuniones del presente Grupo de Trabajo.

Artículo 8.- Sobre el destino de los fondos

La repatriación de activos ilícitos desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo estará destinada a fortalecer las instituciones que tienen competencia en la investigación, procesamiento y la defensa jurídica del Estado, de conformidad con el artículo 11 del Reglamento del Decreto Legislativo N° 1104, Decreto Legislativo que modifica la legislación sobre pérdida de dominio, aprobado por el Decreto Supremo N° 093-2012-PCM.

Resolución Suprema

Dichos fondos harán más eficaz la administración de justicia que tiene como fin la lucha contra la corrupción y el crimen organizado transnacional. De la misma manera, los activos repatriados coadyuvarán en el desarrollo de las metas del sistema de justicia para delitos de corrupción, de acuerdo a los objetivos y finalidades señaladas por cada sector.

Artículo 9.- Secretaría Técnica del Grupo de Trabajo Multisectorial

La Secretaría Técnica del Grupo de Trabajo Multisectorial estará a cargo de la Oficina de Cooperación Judicial de la Oficina General de Asuntos Legales del Ministerio de Relaciones Exteriores, la cual brindará el apoyo técnico necesario para el mejor funcionamiento del Grupo de Trabajo Multisectorial.

Artículo 10.- Instalación del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial se instalará dentro de los cinco (5) días hábiles, contados a partir del día siguiente del vencimiento del plazo señalado en el artículo 5 de la presente Resolución Suprema.

Artículo 11.- Vigencia

El Grupo de Trabajo tiene una vigencia de dos (2) años, contados desde el día de su instalación.

Artículo 12.- Financiamiento

La implementación de lo dispuesto en la presente Resolución Suprema se financia con cargo al presupuesto institucional de los pliegos involucrados, sin demandar recursos adicionales al Tesoro Público. Cada Pliego Presupuestal asume los gastos que pudiera generar el ejercicio de las funciones de sus representantes.

Artículo 13.- Publicación

Publíquese la presente Resolución Suprema en el Diario Oficial El Peruano, así como en el Portal del Estado Peruano (www.peru.gob.pe) y en el portal institucional de las entidades que lo refrendan, el mismo día de la publicación en el Diario Oficial El Peruano.

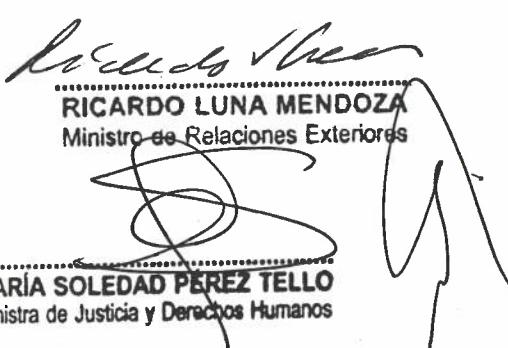
Artículo 14.- Refrendo

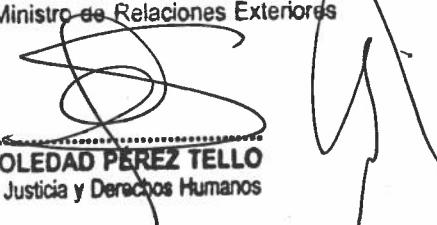
La presente Resolución Suprema es refrendada por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Relaciones Exteriores y la Ministra de Justicia y Derechos Humanos.

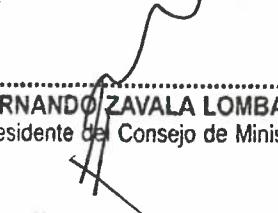
Regístrese, comuníquese y publíquese.

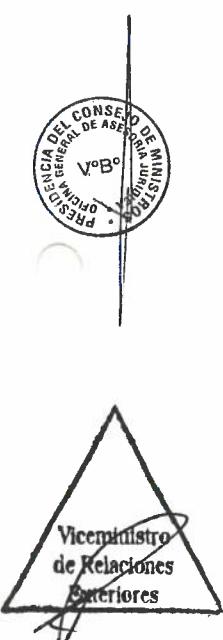

PEDRO PABLO KUCZYNSKI GODARD
Presidente de la República

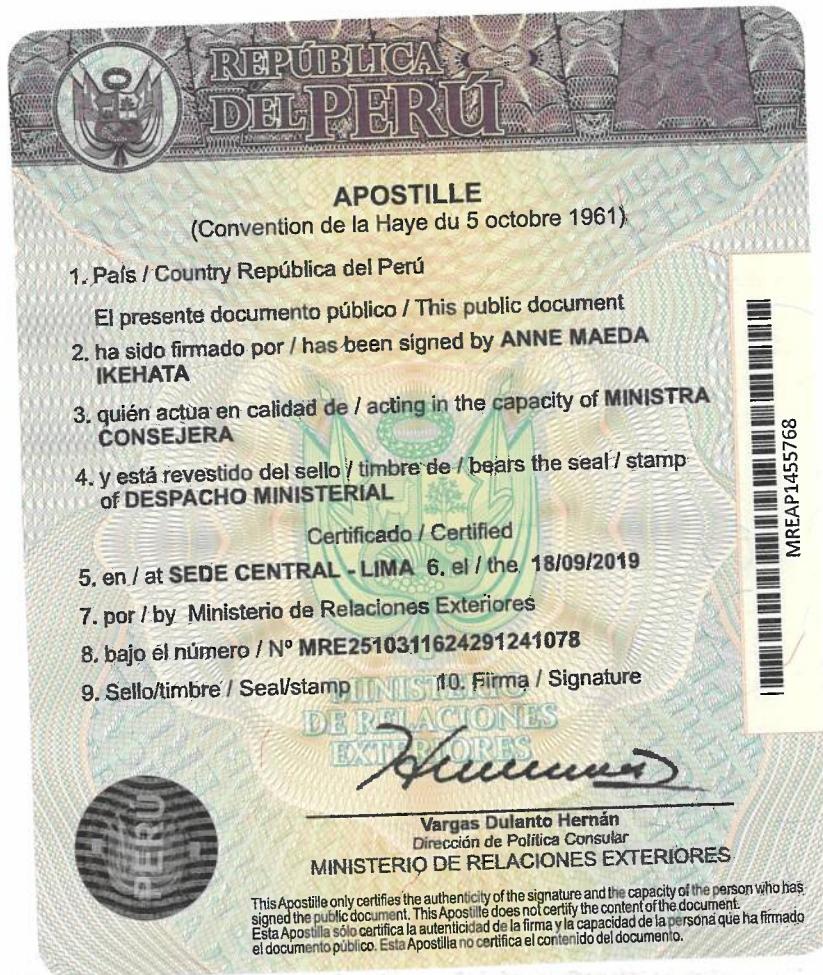
Registrado en la Fecha
20 ABR 2017
RS No 120 /RE


RICARDO LUNA MENDOZA
Ministro de Relaciones Exteriores


MARÍA SOLEDAD PÉREZ TELLO
Ministra de Justicia y Derechos Humanos


FERNANDO ZAVALA LOMBA
Presidente del Consejo de Minis





 MREAP1455768

Annex 2

Supreme Resolution No. 102-2019-RE

dated 22th June 2019

Resolución Suprema

Nº 102-2019-RE

Lima, 22 de junio de 2019

AMPLÍAN LA VIGENCIA DEL GRUPO DE TRABAJO MULTISECTORIAL ENCARGADO DE LA REPATRIACIÓN DE ACTIVOS PROVENIENTES DE ACTOS ILÍCITOS EN LA CONFEDERACIÓN SUIZA Y EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

CONSIDERANDO:

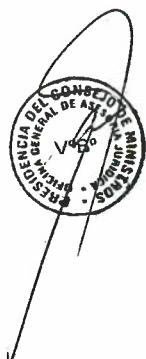
Que, mediante Resolución Suprema Nº 120-2017-RE se creó el Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo;

Que, entre las funciones asignadas al mencionado Grupo de Trabajo se encuentran la de coordinar la actuación conjunta de las entidades involucradas en el proceso de repatriación de activos; proponer los acuerdos a suscribirse con la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo y desarrollar todas aquellas acciones orientadas al cumplimiento de su objetivo, entre otras, teniendo una vigencia de dos años contados desde el día de la instalación del Grupo de Trabajo;



Que, los representantes de las entidades miembros del citado Grupo de Trabajo, en mérito al compromiso asumido por la parte peruana a las delegaciones suizas y luxemburguesas, en la segunda ronda de negociaciones, llevada a cabo en la Confederación Suiza, el 7 de noviembre de 2018, acordaron solicitar la prórroga de la vigencia del Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos por un plazo de hasta dos años contados desde el vencimiento del plazo original otorgado;

Que, conforme se establece en el artículo 28 de los Lineamientos de Organización del Estado, aprobados mediante Decreto Supremo Nº 054-2018-PCM, los Grupos de Trabajo son un tipo de órgano colegiado de naturaleza temporal, sin personería jurídica ni administración propia, que se crean para cumplir funciones distintas a las de seguimiento, fiscalización, propuesta o emisión de informes. Sus conclusiones carecen de efectos jurídicos sobre terceros. Se extinguén automáticamente concluido su periodo de vigencia.



Que, según el Acta de la I Reunión del Grupo de Trabajo Multisectorial sobre Repatriación de Activos, el mencionado órgano colegiado se instaló el 27 de junio de 2017, por lo que su periodo de vigencia concluirá el próximo 27 de junio de 2019. Sin embargo, atendiendo a la solicitud formulada por los representantes de las entidades miembros del citado Grupo de Trabajo, resulta pertinente ampliar el periodo de vigencia de dicho órgano colegiado por un plazo de dos (2) años, el cual se contará desde el 28 de junio de 2019 y concluirá el 28 de junio de 2021;

Estando a lo expuesto y de conformidad con la Ley Nº 29158; Ley de Orgánica del Poder Ejecutivo, y el Decreto Supremo Nº 054-2018-PCM, que aprueba los Lineamientos de Organización del Estado;

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

102

Anne Maeda
Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Resolución Suprema

SE RESUELVE:

Artículo 1.- DE LA AMPLIACIÓN DEL PERÍODO DE VIGENCIA

Ampliar el periodo de vigencia del Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, creado mediante Resolución Suprema N° 120-2017-RE, por un plazo de dos (2) años el cual se contará desde el 28 de junio de 2019 y concluirá el 28 de junio de 2021.

Artículo 2.- REFRENDO

La presente Resolución Suprema es refrendada por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Relaciones Exteriores y el Ministro de Justicia y Derechos Humanos.

Regístrate, comuníquese y publíquese.


MARTÍN ALBERTO VIZCARRA CORNEJO
Presidente de la República


NÉSTOR POPOLIZIO BARDALES
Ministro de Relaciones Exteriores


VICENTE ANTONIO ZEBALLOS SALINAS
Ministro de Justicia y Derechos Humanos


SALVADOR DEL SOLAR LABARTHE
Presidente del Consejo de Ministros

| |
|------------------------|
| Registrado en la Fecha |
| 22 JUN 2019 |
| RS No 102 /RE |

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL


Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial



Annex 3

Fact sheet – Project of the Judiciary

| | | | | |
|---|---|--|--|--|
| <u>Project title</u> | Strengthening the Fight of the Judiciary against Corruption and Organized Crime | | | |
| <u>Country</u> | Peru | | | |
| <u>Lead</u> | | | | |
| <p>In Peru, the identification, investigation and timely punishment of cases of corruption and organized crime has become increasingly complex. This weakens the State and causes distrust and dissatisfaction among citizens towards the public institutions.</p> <p>In this context, the project will contribute to strengthening the institutional capacity of the Judiciary (<i>Poder Judicial</i>), as well as increasing the level of interoperability and coordination in the Justice Administration System (<i>Sistema de Administración de Justicia</i>), in order achieve greater effectiveness in the fight against corruption and organized crime in the country.</p> | | | | |
| <u>Context</u> | <p><u>Overall goal</u></p> <p>Citizens have access to modern, efficient and predictable justice.</p> | | | |
| <u>Baseline</u> | <p><u>Outcomes</u></p> <p>The Judicial Organs (<i>Órganos Jurisdiccionales</i>) of the National Superior Court of Specialized Criminal Justice (<i>Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada</i>) operate more effectively and efficiently to resolve cases involving corruption and organized crime.</p> | | | |
| <u>Key outputs</u> | <p><u>Target groups</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The judges (<i>jueces</i>) and judicial auxiliaries (<i>auxiliares de justicia</i>) of the National Superior Court of Specialized Criminal Justice have the knowledge to try and resolve complex cases in the fight against corruption and organized crime. 2. The judges and judicial auxiliaries of the National Superior Court of | | | |

| | |
|---|--|
| <p>Specialized Criminal Justice have informative and analytical material in the fight against corruption and organized crime.</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. The judges of the National Superior Court of Specialized Criminal Justice have an electronic catalog of criteria (judgments) to resolve their cases (systematization). 4. The judges and judicial auxiliaries of the National Superior Court of Specialized Criminal Justice work with a standardized process management model. 5. The Judicial Organs of the National Superior Court of Specialized Criminal Justice uses a digital platform to manage criminal judicial files. | <p>Police of Peru (<i>Policía Nacional del Perú</i>).</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Professors, university students and researchers in the field of the fight against corruption and organized crime. 4. Judges and judicial and administrative auxiliaries (<i>auxiliares jurisdiccionales y administrativos</i>) of the Judiciary. 5. Citizens in general. |
| <p><u>Contract partner/s</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Ministry of Justice and Human Rights (<i>Ministerio de Justicia y Derechos Humanos</i>) – MINJUSDH. 2. Public Prosecutor – Prosecutor of the Nation (<i>Ministerio Público – Fiscalía de la Nación</i>, MP – FN), particularly the Office of International Judicial Cooperation and Extraditions (<i>Unidad de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones</i>) and Prosecutor's Offices Specialized in Crimes of Corruption of Officials (<i>Fiscalías Especializadas en Delitos de Corrupción de Funcionarios</i>). | <p><u>Coordination and synergies with other projects and actors</u></p> <p><u>Other cooperation agencies:</u> World Bank (WB) and Inter-American Development Bank (IADB).</p> <p><u>Other national actors:</u> Ministry of Economy and Finance (<i>Ministerio de Economía y Finanzas</i>, MEF), Academy of the Magistrates (<i>Academia de la Magistratura</i>, AMAG), National Board of Justice (<i>Junta Nacional de Justicia</i>, JNJ), Constitutional Court (<i>Tribunal Constitucional</i>, TC).</p> |
| <p><u>Start of project</u></p> <p>As from the first installment delivered to the Judiciary.</p> | <p><u>End of project</u></p> <p>Four years after the first installment delivered to the Judiciary.</p> |

Budget

The total estimated budget for the Project corresponds to the sum of the following amounts:

- USD 5'460'179
- EUR 3'239'890

For information purposes only: The approximate equivalent in Peruvian soles of the total estimated budget for the Project is:

- Approximately PEN 30'147'312¹

¹ Amount estimated in consideration of the exchange rate PEN/USD: 3.33 (Source: "Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023" of the Ministry of Economy and Finance of Peru) and the exchange rate PEN/EUR: 3.693 (Source: Average for the month of January 2020 as calculated by the Central Reserve Bank of Peru).

Annex 4

Fact sheet – Project of the Public Prosecutor

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| <u>Project title</u> | Strengthening the Fight of the Public Prosecutor against Corruption and Organized Crime | | | |
| <u>Country</u> | Peru | | | |
| <u>Lead</u> | | | | |
| <p>The Public Prosecutor (<i>Ministerio Público</i>) contributes to strengthening the rule of law of the country and executes criminal action in crimes of corruption and organized crime. The Project will contribute to the timeliness of investigation processes, improving the technical and professional capacities of the prosecutors (<i>fiscales</i>), experts and administrative staff (<i>peritos y personal administrativo</i>) of the Public Prosecutor, modernizing the organizational management.</p> | | | | |
| <u>Context</u> | <u>Overall goal</u> | | | |
| <p>The Corruption Perceptions Index of 2018, prepared by Transparency International, placed Peru in the 105th position of 180 countries¹.</p> <p>Since the entry into force of the Criminal Procedure Code, the Public Prosecutor has strengthened its leadership in the task of fighting corruption and organized crime, thus improving institutional management.</p> | <p>The Public Prosecutor shall have strengthened institutional capacities in the criminal process, in order to have modern and quality organizational management.</p> | | | |
| <u>Baseline</u> | <u>Outcomes</u> | | | |
| <p>Baseline [2018]: 94% of files handled² by the Specialized Prosecutors (<i>Fiscalías Especializadas</i>) Against Organized Crime, Corruption of Officials, Money Laundering, Non-Conviction Based Forfeiture and Human Trafficking Crimes, present difficulties in complying with the deadlines established by the Criminal Procedure Code³.</p> | <p>The Specialized Prosecutors Against Organized Crime, Corruption of Officials, Money Laundering, Non-Conviction Based Forfeiture and Human Trafficking Crimes will investigate claims in the fight against corruption and organized crime with greater effectiveness and efficiency.</p> | | | |

¹ According to the Tenth National Survey on Perception of Corruption, prepared by Proética (September 2017), 50% of the Peruvian population thinks that the management of the Public Prosecutor in terms of the fight against corruption, is bad.

² Statistical Yearbook of the Public Prosecutor 2018 – ORACE.

³ Approved by Legislative Decree 957.

| | |
|---|--|
| <p><u>Key outputs</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Specialized Prosecutors shall have adequate information systems and technological support to deal with claims in the fight against corruption and organized crime. 2. The Specialized Prosecutors (<i>Fiscales Especializados</i>) in the fight against organized crime and corruption of officials increase their capacities concerning investigation against organized crime, corruption of officials, money laundering, non-conviction based forfeiture and human trafficking crimes. 3. The Office of Forensic Analysis (<i>Oficina de Peritajes</i>) has adequate logistical capacity to carry out its functions. 4. The Office of International Judicial Cooperation and Extraditions (<i>Oficina de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones</i>) has adequate facilities and specialized capacities for asset recovery. 5. The personnel of the Specialized Prosecutors in the fight against organized crime and corruption of officials, and administrative personnel of the management (<i>personal administrativo de las gerencias</i>), have appropriate capacities to carry out their functions. | <p><u>Target groups</u></p> <p>Main actors:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Specialized Prosecutors in Money Laundering; ii) Specialized Prosecutors in Non-conviction based forfeiture; iii) Specialized Prosecutors in Crimes of Corruption of Officials; iv) Specialized Prosecutors in Organized Crime; v) Specialized Prosecutors in human trafficking crimes. vi) Office of International Judicial Cooperation and Extraditions; vii) Office of Forensic Analysis; viii) Public Prosecutor School (<i>Escuela del Ministerio Público</i>). <p>Secondary Actors:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Judiciary (<i>Poder Judicial</i>). ii) Ministry of Justice and Human Rights (<i>Ministerio de Justicia y Derechos Humanos</i>). |
| <p><u>Contract partner/s</u></p> | <p><u>Coordination and synergies with other projects and actors</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Inter-American Development Bank • Judiciary • Ministry of Justice and Human Rights • Basel Institute on Governance / International Center for Asset Recovery (ICAR) |
| <p><u>Start of project</u></p> <p>As from the first installment delivered to the Public Prosecutor.</p> | <p><u>End of project</u></p> <p>Three years after the first installment delivered to the Public Prosecutor.</p> |

Budget

The total estimated budget for the Project corresponds to the sum of the following amounts:

- USD 5'460'179
- EUR 3'239'890

For information purposes only: The approximate equivalent in Peruvian soles of the total estimated budget for the Project is:

- Approximately PEN 30'147'312⁴

⁴ Amount estimated in consideration of the exchange rate PEN/USD: 3.33 (Source: "Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023" of the Ministry of Economy and Finance of Peru) and the exchange rate PEN/EUR: 3.693 (Source: Average for the month of January 2020 as calculated by the Central Reserve Bank of Peru).

Annex 5

Fact Sheet – Project of the Ministry of Justice and Human Rights

| | | | | |
|--|---|---|------------------------|--|
| <u>Project Title</u> | Strengthening the Fight of the Ministry of Justice and Human Rights (MINJUSDH) against Corruption and Organized Crime | | | |
| <u>Country</u> | Peru | | | |
| <p><u>Lead</u></p> <p>Corruption and organized crime generate a high level of distrust and dissatisfaction amongst the citizens toward political institutions and their representatives. This distrust and lack of commitment of State policies erode the State's legitimacy and cause severe institutional weakness in Peru. The Project will improve the MINJUSDH's capacities to arrange and coordinate with entities involved in the fight against corruption and organized crime, in order to achieve effective interoperability. This goal will be achieved by strengthening the capacities of public servants (<i>servidores públicos</i>), improving information, and applying strategies under a systematic approach and the optimization of the institution's operational capacity.</p> | | | | |
| <p><u>Context</u></p> <p>Coordination between justice operators is scarce. As a consequence, the work of the entities in charge of preventing, overseeing, investigating and sanctioning corruption are not adequately articulated. The degree of information on corruption is uneven. It has not been standardized or systematized, which hinders the design and implementation of policies, plans, programs and projects with impact. Moreover, the mechanisms of control, transparency and access to information on corruption are inefficient. Capacities must be developed to strengthen the fight against corruption by means of far-reaching, specialized training programs.</p> | | | | |
| | | <u>Overall goal</u> | | |
| | | <p>To ensure the availability of systematized information and enable the development of efficient and effective strategies to fight corruption and organized crime by means of an articulated approach of the State with the actors of the Justice Administration System (<i>Sistema de Administración de Justicia</i>).</p> <p>To implement a comprehensive training system in public ethics, as well as in prevention and anti-corruption processes, aimed at consolidating a culture of values within the Justice and Human Rights Sector (<i>Sector Justicia y Derechos Humanos</i>).</p> | | |
| <u>Baseline</u> | <ul style="list-style-type: none"> • Corruption Perceptions Index 2018 by the Transparency International NGO. Peru drops 9 points in the ranking and ranks 105th out of 180 countries. | | <u>Outcomes</u> | |
| | <p>The MINJUSDH strengthens its operational and technical capacities to design and implement strategies for the prevention and fight against corruption and</p> | | | |

| | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Global Competitiveness Index 2018 by the World Economic Forum. Peru ranks 63rd out of 140 countries. | organized crime, with the aim of improving Peru's position in the Corruption Perceptions Index and the Global Competitiveness Index. |
| <p><u>Key outputs</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. The MINJUSDH promotes the implementation and monitoring of anti-corruption policies, disciplinary control and ethics within the framework of the Council for the Reform of the Justice System (<i>Consejo para la Reforma del Sistema de Justicia</i>). 2. The National Seized Property Program (<i>Programa Nacional de Bienes Incautados</i>, PRONABI) manages and disposes of property seized on grounds of crimes of corruption in a more effective manner by strengthening its operational capacities. 3. The Office for Integrity and Fight against Corruption (<i>Oficina de Integridad y Lucha contra la Corrupción</i>, OILC) has established a culture of integrity and ethics to prevent and fight corruption, and has implemented institutional processes and controls suitable for an Integrity and Compliance Model (<i>Modelo de Integridad y Cumplimiento</i>), and has promoted the Internal Control System by implementing transparency measures. 4. The Technical Secretariat for the Implementation of the New Code of Criminal Procedures (<i>Secretaría Técnica de Implementación del Nuevo Código Procesal Penal</i>, STNCPP) optimizes, provides methodological tools and strengthens the capacities of the operators (<i>operadores</i>) of the Justice Administration System (the Judiciary (<i>Poder Judicial</i>), the Public Prosecutor (<i>Ministerio Público</i>), the National Police Forces (<i>Policía Nacional</i>) and Public Defense (<i>Defensa Pública</i>)) on matters related to criminal justice, with focus on crimes of corruption committed by public officials and organized crime. | <p><u>Target groups</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Users (<i>usuarios</i>) of the Justice Administration System in matters related to corruption and organized crimes. 2. Operators of the Justice Administration System in matters related to corruption and organized crime, of the Judiciary, the Public Prosecutor, and the National Police Forces. 3. Operators of the Justice Administration System in matters related to corruption and organized crime, of the MINJUSDH: the PRONABI, the State Attorney's Office Specialized in Crimes of Corruption, the Office for Integrity and Fight against Corruption, and the Center for Studies on Justice and Human Rights. 4. Professors, university students and researchers on matters related to the fight against corruption and organized crime. 5. MINJUSDH officials (<i>servidores</i>). 6. Other public and private institutions. 7. Citizens in general. |

| | |
|---|--|
| <p>5. The Center for Studies on Justice and Human Rights (<i>Centro de Estudios en Justicia y Derechos Humanos</i>, CEJDH) improves its training services and promotes a culture of values in the Justice and Human Rights Sector.</p> <p>6. The State Attorney General's Office (<i>Procuraduría General del Estado</i>) strengthens the technical and operational capacities of the State Attorney's Office (<i>Procuraduría Pública</i>) specialized in Crimes of Corruption, the State Attorney's Office specialized against Organized Crime and the Attorney General's Office specialized in Extinction of Ownership.</p> | |
| <p><u>Contract partner/s</u></p> <p>As part of the joint efforts made at State level, and to seek interoperability, the strategic partners will include the National Superintendence of Tax Administration (<i>Superintendencia Nacional de Administración Tributaria</i>, SUNAT), the Superintendency of Banks and Insurance (<i>Superintendencia de Bancos y Seguros</i>, SBS), the National Registry of Identification and Civil Register (<i>Registro Nacional de Identificación y Estado Civil</i>, RENIEC) and, for training activities, the Academy of Magistrates (<i>Academia de la Magistratura</i>), as well as other national and international entities that contribute to achieve the objectives of this Project.</p> <p>Agreements will be signed between the Project's participating entities.</p> | <p><u>Coordination and Synergies with other Projects and Actors</u></p> <p><u>Cooperation institutions:</u> Coordination with the Inter-American Development Bank and the World Bank will ensure that this Project adequately complements the projects funded by such institutions to modernize the justice administration services.</p> <p><u>National actors:</u> The Judiciary, the Public Prosecutor – Prosecutor of the Nation (<i>Ministerio Público – Fiscalía de la Nación</i>), the National Police Forces, the Ministry of Foreign Affairs (<i>Ministerio de Relaciones Exteriores</i>), the Ministry of Economy and Finance (<i>Ministerio de Economía y Finanzas</i>), centers for research and investigation, the High-Level Anticorruption Commission (<i>Comisión de Alto Nivel Anticorrupción</i>, CAN), SUNAT, SBS, RENIEC, Academy of Magistrates, etc.</p> |
| <p><u>Start of project</u></p> <p>As from the first installment delivered to the MINJUSDH.</p> | <p><u>End of project</u></p> <p>Four years after the first installment delivered to the MINJUSDH.</p> |

Budget

The total estimated budget for the Project corresponds to the sum of the following amounts:

- USD 5'460'179
- EUR 3'239'890

For information purposes only: The approximate equivalent in Peruvian soles of the total estimated budget for the Project is:

- Approximately PEN 30'147'312¹

¹ Amount estimated in consideration of the exchange rate PEN/USD: 3.33 (Source: "Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023" of the Ministry of Economy and Finance of Peru) and the exchange rate PEN/EUR: 3.693 (Source: Average for the month of January 2020 as calculated by the Central Reserve Bank of Peru).

**ACUERDO ENTRE LA CONFEDERACIÓN SUIZA, LA REPÚBLICA DEL PERÚ Y
EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO SOBRE LA TRANSFERENCIA DE
ACTIVOS DECOMISADOS**

La Confederación Suiza, la República del Perú y el Gran Ducado de Luxemburgo (en adelante, las "Partes")

ACOGIENDO CON SATISFACCIÓN su cooperación en la lucha contra la corrupción a nivel nacional e internacional;

DESTACANDO que esta cooperación ha llevado entre los años 2002 y 2006 a la restitución hecha por la Confederación Suiza a la República del Perú de activos adquiridos ilícitamente por la organización criminal dirigida por Vladimiro Montesinos Torres por un total de 93 millones de USD;

CONSIDERANDO que las autoridades del Gran Ducado de Luxemburgo y de la Confederación Suiza han ofrecido cooperación judicial al Estado peruano en la incautación de otros activos que fueron depositados en sus territorios y que se derivaron de actos de corrupción en el Perú cometidos por miembros de la organización criminal dirigida por Vladimiro Montesinos Torres;

RECORDANDO la carta de fecha 16 de junio de 2016 del Ministro de Justicia y Derechos Humanos peruano manifestando el interés del Estado peruano por establecer un diálogo con la Confederación Suiza en el marco del Artículo 57, párrafo 5, de la Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción, así como la carta de fecha 4 de julio de 2016 de la Jefa del Departamento Federal de Justicia y Policía que indica la voluntad de la Confederación Suiza para llevar a cabo dicho diálogo;

RECORDANDO que, mediante la sentencia número 1754/2016 de 9 de junio de 2016, el 18º Tribunal Penal del Tribunal de Distrito de Luxemburgo ordenó ejecutable en el Gran Ducado de Luxemburgo la decisión del 25 de junio de 2015 de la Primera Sala Penal Transitoria Liquidadora, encargada de concluir los procedimientos seguidos en virtud del antiguo Código de Procedimientos Penales (ref.: TRA No. TS0145.15) en la medida en que ordena la confiscación de bienes (saldos e intereses) especificados en la misma;

ACOGIENDO CON SATISFACCIÓN la creación, por la Resolución Suprema N° 120-2017-RE del 20 de abril de 2017 de la República del Perú (Anexo 1 de este Acuerdo), del *Grupo de Trabajo Multisectorial encargado de la repatriación de activos provenientes de actos ilícitos en la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo*, cuyo mandato fue extendido en su duración por la Resolución Suprema No. 102-2019-RE del 22 de junio de 2019 (Anexo 2 de este Acuerdo);

RECONOCIENDO el objetivo común de las Partes de recuperar los activos en nombre de los afectados por la conducta delictiva que motivó las incautaciones, incluido el Estado peruano y su población;

COMPROMETIÉNDOSE a utilizar los activos recuperados de manera transparente y adecuada en beneficio del Estado peruano y su población, de conformidad con el Artículo 57 de la Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción, con los *Principios para la disposición y transferencia de activos robados confiscados en casos de corrupción del Foro Global sobre Recuperación de Activos*, que no infringe la soberanía nacional ni los principios internos del derecho, así como con los Objetivos 16.4, 16.5 y 16.6 de la Agenda 2030 para el Desarrollo Sostenible;

han acordado lo siguiente:

Artículo 1

1. El Gran Ducado de Luxemburgo transferirá al Estado peruano, mediante un pago único al *Programa Nacional de Bienes Incautados* (en adelante: "PRONABI"), administrador de fondos de la República del Perú, la suma de EUR 9'719'670.74 que representa cien por ciento de los activos más los intereses devengados disponibles para la restitución derivados de dos cuentas bancarias confiscadas por las autoridades del Gran Ducado de Luxemburgo en relación con la organización criminal dirigida por Vladimiro Montesinos Torres.
2. La Confederación Suiza transferirá al Estado peruano, mediante un pago único al PRONABI, administrador de fondos de la República del Perú, la suma de USD 16'380'538.54 que representa el cien por ciento de los activos disponibles para la restitución derivados de tres cuentas bancarias incautadas por las autoridades de la Confederación Suiza en relación con la organización criminal liderada por Vladimiro Montesinos Torres, más el interés devengado con el tiempo.
3. Los activos serán transferidos por el Gran Ducado de Luxemburgo y la Confederación Suiza a la Cuenta de PRONABI No. 06-068-002166 "MEF-DGETP-PRONABI-OTRAS REPATRIACIONES", abierta en el *Banco de la Nación*, dentro del plazo de diez semanas contadas a partir de la entrada en vigor de este Acuerdo para la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, respectivamente.

Artículo 2

Una vez que la República del Perú haya recibido los activos transferidos, los enajenará de acuerdo con las siguientes prioridades:

- A. El Estado peruano y su población se beneficiarán de los activos transferidos mediante el financiamiento de proyectos en los sectores de la protección del Estado de Derecho, la lucha contra la corrupción y la lucha contra el crimen organizado transnacional;

B. Se fortalecerán las instituciones involucradas en la protección del Estado de Derecho, la lucha contra la corrupción y el lavado de dinero, la incautación de activos, la lucha contra el crimen organizado y la cooperación judicial internacional. Para tal fin, los activos transferidos de conformidad con el Artículo 1 de este Acuerdo financiarán iniciativas en estos sectores, a través de los siguientes proyectos, o según lo acordado por las Partes a través de comunicación formal por canales diplomáticos:

- Fortalecimiento de la lucha del Poder Judicial contra la corrupción y el crimen organizado (véase la ficha técnica; Anexo 3 de este Acuerdo);
- Fortalecimiento de la lucha del Ministerio Público contra la corrupción y el crimen organizado (véase la ficha técnica; Anexo 4 de este Acuerdo), y
- Fortalecimiento de la lucha del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos (MINJUSDH) contra la corrupción y el crimen organizado (véase la ficha técnica; Anexo 5 de este Acuerdo).

C. Las instituciones que se beneficiarán de los proyectos financiados por los activos transferidos son las siguientes: el Poder Judicial, el Ministerio Público (la Fiscalía de la Nación de Perú) y el Ministerio de Justicia y Derechos Humanos.

D. El punto focal de cada proyecto, así como un colaborador de PRONABI conforman un grupo de trabajo técnico. La misión del grupo de trabajo técnico es acompañar la implementación de los proyectos. En este sentido, el grupo de trabajo técnico contribuirá a garantizar la calidad, la eficacia, la eficiencia y la sostenibilidad, así como a identificar y aprovechar las posibles sinergias y complementariedades. El grupo de trabajo técnico también facilita y armoniza, cuando sea posible y apropiado, la presentación de informes de conformidad con el Artículo 6 de este Acuerdo. El grupo de trabajo técnico celebrará reuniones internas periódicas, así como intercambios regulares con las Partes al menos una vez al año.

E. A solicitud de la República del Perú, la Confederación Suiza puede apoyar a las entidades que implementan los proyectos de conformidad con el Artículo 2 de este Acuerdo o al grupo de trabajo técnico con asistencia técnica.

Artículo 3

Sin perjuicio de las disposiciones de este Acuerdo, una vez que se haya realizado la transferencia, el Gran Ducado de Luxemburgo y la Confederación Suiza renunciarán a todos los derechos, títulos y reclamaciones legales, y no asumirán ninguna responsabilidad con respecto a los activos transferidos. Todos los derechos, títulos y reclamos legales recaerán en el Estado peruano, que asumirá todas las responsabilidades con respecto a los activos transferidos.

Artículo 4

Las Partes reconocen que todos los derechos, títulos y reclamos legales sobre los activos transferidos ya han sido adjudicados y que, por lo tanto, no son necesarios procedimientos legales a tal efecto.

Artículo 5

Las Partes acuerdan que los activos transferidos no se liberarán a favor ni se pondrán a disposición de:

- a. ninguna persona cuyos activos hayan sido incautados o confiscados, o
- b. ninguna persona que esté vinculada a delitos cometidos por la organización criminal dirigida por Vladimiro Montesinos Torres, o
- c. los herederos, asociados o cesionarios de las personas arriba mencionadas.

Artículo 6

1. Las Partes comparten un interés común en la buena gobernanza y la transparencia de los asuntos públicos, así como en el uso adecuado de los activos transferidos.

2. Los activos transferidos, que financian los proyectos de conformidad con el Artículo 2, párrafo B, de este Acuerdo, serán tratados como fondos públicos peruanos. Todas las disposiciones de la legislación peruana aplicables a los fondos públicos se aplicarán a los activos transferidos.

3. Las entidades que implementan los proyectos de conformidad con el Artículo 2, párrafo B, de este Acuerdo prepararán informes anuales periódicos para cada proyecto, que consisten en un informe de utilización financiera, así como un informe narrativo, que detalle las actividades realizadas y describa el progreso realizado en relación con los objetivos del proyecto, incluidos los desafíos y las limitaciones.

4. Las entidades que implementan los proyectos de conformidad con el Artículo 2, párrafo B de este Acuerdo presentarán sus informes periódicos a PRONABI dentro de los primeros quince días de cada año calendario. Una vez que se hayan examinado estos informes periódicos, PRONABI los consolidará en informes anuales, que se publicarán en el sitio web de PRONABI dentro de los primeros cuatro meses de cada año calendario.

5. La Contraloría General de la República del Perú ejercerá sus funciones de control gubernamental, de conformidad con la ley peruana, con respecto a las entidades que implementan los proyectos de conformidad con el Artículo 2, párrafo B, de este Acuerdo, y la implementación de los proyectos como tales, así como con respecto a PRONABI. Las entidades beneficiarias solicitarán a la Contraloría General de la República del Perú que designe una firma auditora para una auditoría financiera anual. En el marco de la ley peruana, la Contraloría General de la República del Perú también puede encargar una auditoría externa de oficio o por sugerencia de una de las Partes.

La Contraloría General de la República del Perú propondrá las acciones preventivas y correctivas que sean necesarias para una buena implementación de los proyectos para que las entidades beneficiarias las adopten, de conformidad con la legislación peruana.

La Contraloría General de la República del Perú publicará a su debido tiempo en su sitio web las auditorías financieras anuales y sus informes sobre los proyectos de conformidad con las disposiciones del sistema de control nacional peruano.

Artículo 7

Este Acuerdo se celebra con el único propósito de cooperación entre las Partes. No crea ningún derecho a favor de ninguna persona física o jurídica.

Artículo 8

Cualquier disputa entre las Partes con respecto a la interpretación o aplicación de este Acuerdo se resolverá mediante consultas entre las Partes a través de canales diplomáticos.

Artículo 9

1. De conformidad con este Acuerdo y la legislación peruana, la República del Perú hará públicos los proyectos seleccionados para el uso de los activos transferidos a que se refiere el Artículo 2 de este Acuerdo.
2. Las Partes pueden hacer público este Acuerdo de conformidad con las condiciones establecidas en su legislación nacional.
3. Los anexos 1 a 5 son parte integral de este Acuerdo.

Artículo 10

1. La Confederación Suiza expresa su consentimiento a quedar vinculada por el presente Acuerdo mediante la colocación de su firma. Los consentimientos de la República del Perú y del Gran Ducado de Luxemburgo estarán sujetos al cumplimiento de los procedimientos internos requeridos por sus respectivos ordenamientos jurídicos.
2. La República del Perú y el Gran Ducado de Luxemburgo notificarán a las otras dos Partes, mediante nota diplomática, la conclusión de sus respectivos procedimientos. Al recibir cada una de esas notificaciones, las dos Partes receptoras confirmarán la fecha de recepción, mediante nota diplomática, a las otras dos Partes.
3. El presente Acuerdo entrará en vigor el trigésimo día siguiente a la última fecha de recepción de las notificaciones de la República del Perú y del Gran Ducado de Luxemburgo.
4. No obstante lo dispuesto en el párrafo 3, el presente Acuerdo entrará ya en vigor para la Confederación Suiza y la República del Perú el trigésimo día siguiente a la fecha de recepción por la Confederación Suiza de la notificación de la República del Perú, si esa fecha de recepción es anterior a la última fecha de recepción de las notificaciones de la República del Perú y del Gran Ducado de Luxemburgo. En este caso, el Acuerdo entrará en vigor para el Gran Ducado de Luxemburgo el trigésimo día siguiente a la última fecha de recepción por las otras Partes de la notificación del Gran Ducado de Luxemburgo.
5. La República del Perú confirmará a las otras dos Partes, mediante nota diplomática, la fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus respectivos gobiernos, han firmado este Acuerdo.

Firmado en tres originales, cada uno en los idiomas español, francés y inglés, siendo todas las versiones igualmente auténticas.

Por la Confederación Suiza

Berna, 04.12.2020

IGNAZIO CASSIS

JEFE DEL DEPARTAMENTO
FEDERAL DE ASUNTOS
EXTERIORES

Por el Gran Ducado de Luxemburgo

Luxemburgo, 25/11/20



Sam Taufon

Ministre de la justice

Por la República del Perú

Lima, 16.12.2020

Elizabeth Astete

Anexos

- Anexo 1: Resolución Suprema No. 120-2017-RE de fecha 20 de abril de 2017
- Anexo 2: Resolución Suprema No. 102-2019-RE de fecha 22 de junio de 2019
- Anexo 3: Ficha técnica (Fortalecimiento de la lucha del Poder Judicial contra la corrupción y el crimen organizado)
- Anexo 4: Ficha técnica (Fortalecimiento de la lucha del Ministerio Público contra la corrupción y el crimen organizado)
- Anexo 5: Ficha técnica (Fortalecimiento de la lucha del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos (MINJUSDH) contra la corrupción y el crimen organizado)

Anexo 1

Resolución Suprema No. 120-2017-RE

de fecha 20 de abril de 2017

Resolución Suprema

Nº 120-2017-RE

CONFORMAN EL GRUPO DE TRABAJO MULTISECTORIAL ENCARGADO DE LA REPATRIACIÓN DE ACTIVOS PROVENIENTES DE ACTOS ILCITOS EN LA CONFEDERACIÓN SUIZA Y EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

Lima, 20 de abril de 2017

CONSIDERANDO:

Que, la actividad delictiva, no ha escapado a los avances de un mundo globalizado, es por eso que en la actualidad se puede hablar de ilícitos penales de carácter transnacional, en tal sentido la corrupción se convierte en una amenaza a la estabilidad de las sociedades, en ese sentido, el Poder Judicial ejerce un rol fundamental en la administración de justicia combatiendo la corrupción, ello se desprende del artículo 138 de la Constitución Política del Perú;

Que, el Ministerio Público es un organismo autónomo conforme lo establece el artículo 158 de la Constitución Política del Perú y el artículo 1 de la Ley Orgánica del Ministerio Público, y tiene entre sus funciones la persecución del delito, institución que se encuentra representada por el Fiscal de la Nación quien la preside y que conforme al artículo 512 numeral 1 del Código Procesal Penal cumple el rol de Autoridad Central en cooperación judicial internacional en materia penal, siendo la Unidad de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones, el ente orgánico que centraliza la coordinación y ejecución de todas las instituciones jurídicas reguladas por el Libro VII del acotado Código, entre ellas las relacionadas con la cooperación judicial internacional destinada a la recuperación de activos a nivel internacional;

Que, conforme a lo dispuesto por el numeral 18 del artículo 6 de la Ley N° 29357, Ley de Organización y Funciones del Ministerio de Relaciones Exteriores y por el literal b) del artículo 3 del Reglamento de Organización y Funciones del Ministerio de Relaciones Exteriores, aprobado mediante Decreto Supremo N° 135-2010-RE, son funciones específicas de dicho sector, representar al Estado y participar en las negociaciones internacionales en el ámbito de su competencia; ello faculta al Ministerio de Relaciones Exteriores a promover los intereses del Estado peruano a través de las negociaciones con otros Estados;

Que, conforme a la Segunda Disposición Complementaria Final del Decreto Legislativo N° 1104, Decreto Legislativo que modifica la legislación sobre Pérdida de Dominio; se creó la Comisión Nacional de Bienes Incautados – Conabi, la misma que está encargada de la recepción, registro, calificación, custodia, seguridad, conservación, administración, arrendamiento, asignación en uso temporal o definitiva, disposición y venta en subasta pública, de los objetos, instrumentos, efectos y ganancias generadas por la comisión de delitos en agravio del Estado;

Que, conforme al segundo párrafo del artículo 35 de la Ley N° 29158, Ley Orgánica del Poder Ejecutivo, este Poder del Estado puede conformar Grupos de Trabajo, asignando funciones distintas a las de realizar seguimiento, fiscalización, propuesta o emisión de informes;

120

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL


Anne Maeda Ikenata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Resolución Suprema

Que, teniendo en cuenta la solicitud de las autoridades extranjeras de contar con un interlocutor único para llevar a cabo las discusiones de Estado a Estado sobre las modalidades de la restitución;

Que, en ese contexto, resulta conveniente conformar un grupo de trabajo multisectorial con el objetivo de viabilizar la repatriación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, a través de la elaboración de un plan de acción y la posterior negociación de un instrumento internacional con los referidos Estados;

Que, la constitución del Grupo de Trabajo promueve y facilita la cooperación internacional en la lucha contra la corrupción en el marco de la Convención de las Naciones Unidas contra la Corrupción, de la cual el Perú y los Estados involucrados forman parte;

Estando a lo expuesto, y de conformidad con lo dispuesto en el numeral 8) del artículo 118 de la Constitución Política del Perú, y en el numeral 4) del artículo 11 de la Ley N° 29158 - Ley Orgánica del Poder Ejecutivo;

SE RESUELVE:

Artículo 1.- Creación del Grupo de Trabajo Multisectorial

Confórmese el Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la repatriación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo.

Artículo 2.- Objeto del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial tiene por objeto realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias conducentes a la repatriación y ejecución de los activos de manera más efectiva, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo.

Artículo 3.- Conformación del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo está conformado por las y los representantes titulares y alternos de las siguientes entidades públicas:

- a. Ministerio de Relaciones Exteriores, quien lo presidirá y asumirá la dirección de la Secretaría Técnica del grupo de trabajo
- b. Ministerio de Justicia y Derechos Humanos, a través de la Comisión Nacional de Bienes Incautados - Conabi
- c. Poder Judicial
- d. Ministerio Público

Los y las integrantes del Grupo de Trabajo Multisectorial ejercen sus funciones *ad honorem* y en adición a su carga laboral habitual.

Artículo 4.- Participación de otras entidades o personas

El Grupo de Trabajo Multisectorial puede invitar a participar en sus sesiones, en calidad de invitados, a representantes de otras instituciones públicas,

120


Anne Maeda
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

Resolución Suprema

privadas o de la sociedad civil, así como a profesionales especializados, para que colaboren con el cumplimiento de sus funciones.

Artículo 5.- Designación de representantes

Las entidades públicas que conforman el presente Grupo de Trabajo Multisectorial designarán a sus representantes titulares y alternos mediante resolución del titular de la Entidad o comunicación escrita dirigida al Ministro de Relaciones Exteriores, según corresponda, dentro de los cinco (5) días hábiles posteriores a la fecha de publicación de la presente Resolución Suprema.

Artículo 6.- De la competencia de los miembros del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Ministerio de Relaciones Exteriores, a través del representante que este designe y considerando su competencia originaria de concluir acuerdos internacionales, asume el rol de coordinación con la autoridad del Estado requerido de manera exclusiva en todo lo concerniente a la discusión política y técnica con miras a definir las modalidades de la repatriación de los activos.

Los demás miembros del Grupo de Trabajo brindan al Ministerio de Relaciones Exteriores el soporte técnico necesario para que este cumpla con la misión que le ha sido asignada.

Las decisiones y propuestas técnicas sobre la afectación de los fondos se toman de manera colegiada. Todas las entidades públicas que conforman el Grupo de Trabajo Multisectorial, a través de sus miembros tienen voz y voto.

Artículo 7.- Funciones del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial tiene las funciones siguientes:

- a. Coordinar la actuación conjunta de las entidades involucradas en el proceso de repatriación y ejecución de activos, a fin de garantizar una intervención multisectorial organizada.
- b. Diseñar un plan de acción que permita la repatriación y ejecución de activos a favor del Estado peruano.
- c. Proponer los acuerdos o convenios a suscribirse con la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, a fin de lograr la repatriación y ejecución de activos inmovilizados en dichos Estados.
- d. Desarrollar todas aquellas acciones orientadas al cumplimiento de su objetivo.
- e. Elaborar el informe final sobre el resultado de las reuniones del presente Grupo de Trabajo.

Artículo 8.- Sobre el destino de los fondos

La repatriación de activos ilícitos desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo estará destinada a fortalecer las instituciones que tienen competencia en la investigación, procesamiento y la defensa jurídica del Estado, de conformidad con el artículo 11 del Reglamento del Decreto Legislativo N° 1104, Decreto Legislativo que modifica la legislación sobre pérdida de dominio, aprobado por el Decreto Supremo N° 093-2012-PCM.

120

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL


Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Anne Maeda
Anne Maeda Ichihata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Resolución Suprema

Dichos fondos harán más eficaz la administración de justicia que tiene como fin la lucha contra la corrupción y el crimen organizado transnacional. De la misma manera, los activos repatriados coadyuvarán en el desarrollo de las metas del sistema de justicia para delitos de corrupción, de acuerdo a los objetivos y finalidades señaladas por cada sector.

Artículo 9.- Secretaría Técnica del Grupo de Trabajo Multisectorial

La Secretaría Técnica del Grupo de Trabajo Multisectorial estará a cargo de la Oficina de Cooperación Judicial de la Oficina General de Asuntos Legales del Ministerio de Relaciones Exteriores, la cual brindará el apoyo técnico necesario para el mejor funcionamiento del Grupo de Trabajo Multisectorial.

Artículo 10.- Instalación del Grupo de Trabajo Multisectorial

El Grupo de Trabajo Multisectorial se instalará dentro de los cinco (5) días hábiles, contados a partir del día siguiente del vencimiento del plazo señalado en el artículo 5 de la presente Resolución Suprema.

Artículo 11.- Vigencia

El Grupo de Trabajo tiene una vigencia de dos (2) años, contados desde el día de su instalación.

Artículo 12.- Financiamiento

La implementación de lo dispuesto en la presente Resolución Suprema se financia con cargo al presupuesto institucional de los pliegos involucrados, sin demandar recursos adicionales al Tesoro Público. Cada Pliego Presupuestal asume los gastos que pudiera generar el ejercicio de las funciones de sus representantes.

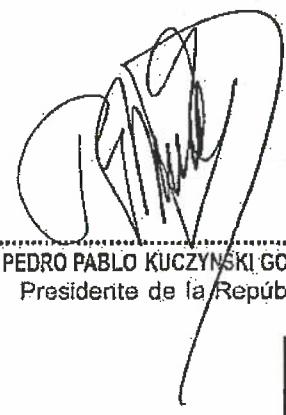
Artículo 13.- Publicación

Publíquese la presente Resolución Suprema en el Diario Oficial El Peruano, así como en el Portal del Estado Peruano (www.peru.gob.pe) y en el portal institucional de las entidades que lo refrendan, el mismo día de la publicación en el Diario Oficial El Peruano.

Artículo 14.- Refrendo

La presente Resolución Suprema es refrendada por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Relaciones Exteriores y la Ministra de Justicia y Derechos Humanos.

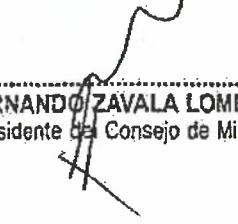
Regístrate, comuníquese y publíquese.

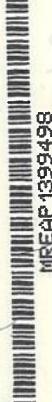
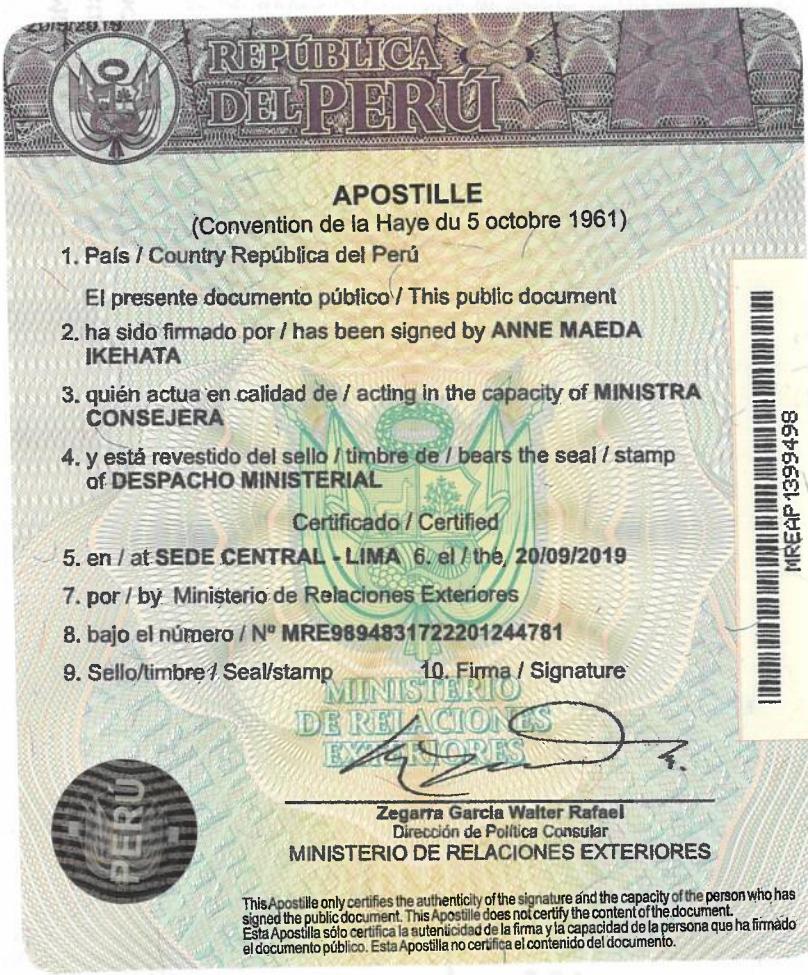

PEDRO PABLO KUCZYNSKI GODARD
Presidente de la República


RICARDO LUNA MENDOZA
Ministro de Relaciones Exteriores


MARÍA SOLEDAD PÉREZ TELLO
Ministra de Justicia y Derechos Humanos

| |
|------------------------|
| Registrado en la Fecha |
| 20 ABR 2017 |
| RS No 120 /RE |


FERNANDO ZAVALA LOMBA
Presidente del Consejo de Minis



Anexo 2

Resolución Suprema No. 102-2019-RE

de fecha 22 de junio de 2019

Resolución Suprema

Nº 102-2019-RE

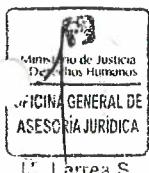
Lima, 22 de junio de 2019

AMPLÍAN LA VIGENCIA DEL GRUPO DE TRABAJO MULTISECTORIAL ENCARGADO DE LA REPATRIACIÓN DE ACTIVOS PROVENIENTES DE ACTOS ILÍCITOS EN LA CONFEDERACIÓN SUIZA Y EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

CONSIDERANDO:

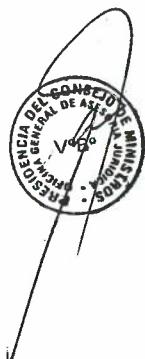
Que, mediante Resolución Suprema N° 120-2017-RE se creó el Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo;

Que, entre las funciones asignadas al mencionado Grupo de Trabajo se encuentran la de coordinar la actuación conjunta de las entidades involucradas en el proceso de repatriación de activos; proponer los acuerdos a suscribirse con la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo y desarrollar todas aquellas acciones orientadas al cumplimiento de su objetivo, entre otras, teniendo una vigencia de dos años contados desde el día de la instalación del Grupo de Trabajo;



Que, los representantes de las entidades miembros del citado Grupo de Trabajo, en mérito al compromiso asumido por la parte peruana a las delegaciones suizas y luxemburguesas, en la segunda ronda de negociaciones, llevada a cabo en la Confederación Suiza, el 7 de noviembre de 2018, acordaron solicitar la prórroga de la vigencia del Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos por un plazo de hasta dos años contados desde el vencimiento del plazo original otorgado;

Que, conforme se establece en el artículo 28 de los Lineamientos de Organización del Estado, aprobados mediante Decreto Supremo N° 054-2018-PCM, los Grupos de Trabajo son un tipo de órgano colegiado de naturaleza temporal, sin personería jurídica ni administración propia, que se crean para cumplir funciones distintas a las de seguimiento, fiscalización, propuesta o emisión de informes. Sus conclusiones carecen de efectos jurídicos sobre terceros. Se extinguén automáticamente concluido su periodo de vigencia.



Que, según el Acta de la I Reunión del Grupo de Trabajo Multisectorial sobre Repatriación de Activos, el mencionado órgano colegiado se instaló el 27 de junio de 2017, por lo que su periodo de vigencia concluirá el próximo 27 de junio de 2019. Sin embargo, atendiendo a la solicitud formulada por los representantes de las entidades miembros del citado Grupo de Trabajo, resulta pertinente ampliar el periodo de vigencia de dicho órgano colegiado por un plazo de dos (2) años, el cual se contará desde el 28 de junio de 2019 y concluirá el 28 de junio de 2021;

Estando a lo expuesto y de conformidad con la Ley N° 29158; Ley de Orgánica del Poder Ejecutivo, y el Decreto Supremo N° 054-2018-PCM, que aprueba los Lineamientos de Organización del Estado;

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

102

Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial

Resolución Suprema

SE RESUELVE:

Artículo 1.- DE LA AMPLIACIÓN DEL PERÍODO DE VIGENCIA

Ampliar el período de vigencia del Grupo de Trabajo Multisectorial de naturaleza temporal encargado de realizar las coordinaciones interinstitucionales necesarias para la recuperación de activos provenientes de actos ilícitos, desde la Confederación Suiza y el Gran Ducado de Luxemburgo, creado mediante Resolución Suprema N° 120-2017-RE, por un plazo de dos (2) años el cual se contará desde el 28 de junio de 2019 y concluirá el 28 de junio de 2021.

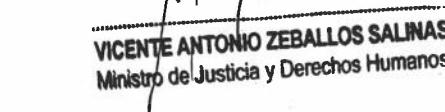
Artículo 2.- REFRENDO

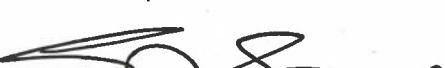
La presente Resolución Suprema es refrendada por el Presidente del Consejo de Ministros, el Ministro de Relaciones Exteriores y el Ministro de Justicia y Derechos Humanos.

Regístrese, comuníquese y publíquese.


MARTÍN ALBERTO VIZCARRA CORNEJO
Presidente de la República


NÉSTOR POPOLIZIO BARDALES
Ministro de Relaciones Exteriores

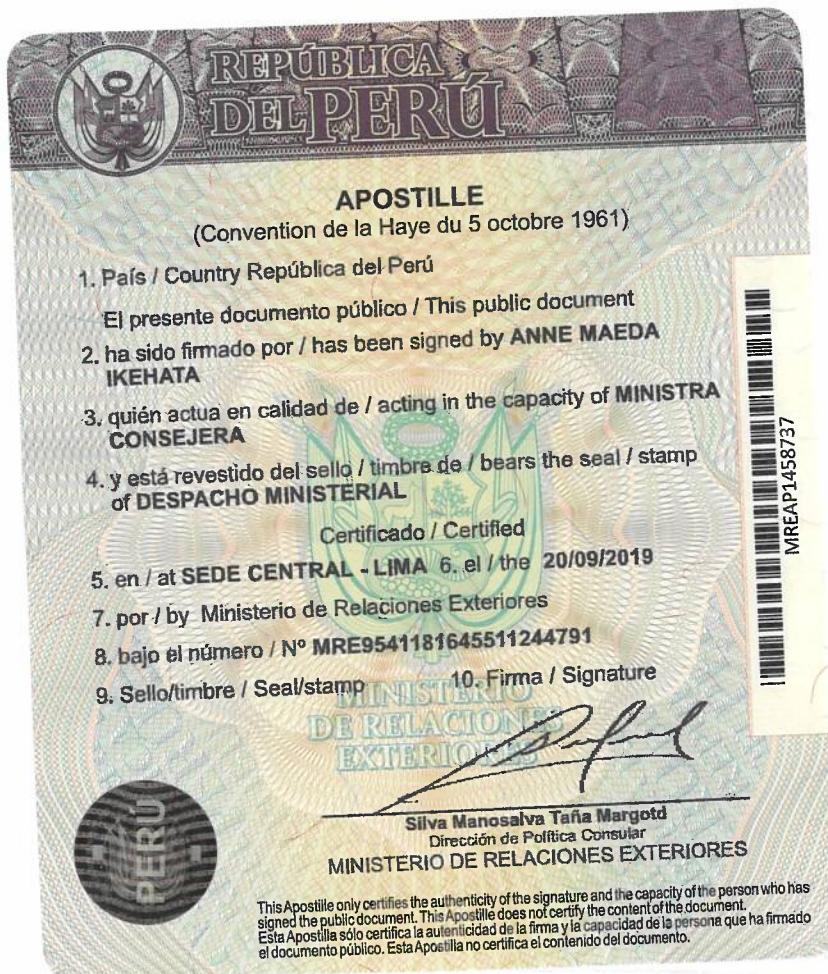

VICENTE ANTONIO ZEBALLOS SALINAS
Ministro de Justicia y Derechos Humanos


SALVADOR DEL SOLAR LABARTHE
Presidente del Consejo de Ministros

| |
|------------------------|
| Registrado en la Fecha |
| 22 JUN 2019 |
| RS No 102 /RE |

ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL


Anne Maeda Ikehata
Ministra Consejera
Despacho Ministerial



ES COPIA FIEL DEL ORIGINAL

Anexo 3

Ficha técnica – Proyecto del Poder Judicial

| | |
|---|--|
| <u>Título del proyecto (Project title)</u> | Fortalecimiento de la lucha del Poder Judicial contra la corrupción y el crimen organizado |
| <u>País (Country)</u> | Perú |
| Resumen (Lead) | |
| <p>En el Perú, cada vez es más compleja la identificación, investigación y sanción oportuna de casos de corrupción y crimen organizado. Este hecho debilita al Estado y genera desconfianza e insatisfacción en la ciudadanía hacia las instituciones públicas.</p> <p>En tal contexto, el proyecto contribuirá al fortalecimiento de la capacidad institucional del Poder Judicial, así también, incrementará el nivel de interoperabilidad y de coordinación en el Sistema de Administración de Justicia, a fin de lograr mayor efectividad en la lucha contra la corrupción y el crimen organizado en el país.</p> | |
| <u>Contexto (Context)</u> | <u>Fin / impacto (Overall goal)</u> |
| Existe una insuficiente capacidad institucional en el Poder Judicial y poca articulación entre las entidades del Sistema de Administración de Justicia para implementar políticas efectivas en materia de lucha contra la corrupción y el crimen organizado. | La ciudadanía accede a una justicia moderna, eficiente y predecible. |
| <u>Línea de base (Baseline)</u> | <u>Efectos (Outcomes)</u> |
| En el Ranking del Índice de Percepción de la Corrupción 2018, elaborado por la ONG Transparencia Internacional, Perú desciende 9 ubicaciones y se ubica en el puesto 105 de 180 países. | Los Órganos Jurisdiccionales de la Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada operan con mayor eficacia y eficiencia para resolver casos en materia de corrupción y el crimen organizado. |
| <u>Productos clave (Key outputs)</u> | <u>Grupos meta (Target groups)</u> |
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Los jueces y auxiliares de justicia de la Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada disponen de conocimiento para juzgar y resolver casos complejos en materia de lucha contra la corrupción y el crimen organizado. 2. Los jueces y auxiliares de justicia de la Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada cuentan con material informativo y analítico en materia de lucha contra la corrupción y el crimen organizado. | <ol style="list-style-type: none"> 1. Usuarios del Sistema de Administración de Justicia en materia de corrupción y crimen organizado. 2. Operadores del Sistema de Administración de Justicia en materia de corrupción y crimen organizado, del Poder Judicial, Ministerio Público y Policía Nacional del Perú. |

| | |
|--|--|
| <p>3. Los jueces de la Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada disponen de un catálogo electrónico de criterios (sentencias) para resolver sus casos. (sistematización).</p> <p>4. Los jueces y auxiliares de justicia de la Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada trabajan bajo un modelo de gestión por procesos estandarizados.</p> <p>5. Los Órganos Jurisdiccionales de la Corte Superior Nacional de Justicia Penal Especializada operan una plataforma tecnológica del expediente judicial electrónico penal.</p> | <p>3. Docentes, estudiantes universitarios e investigadores en materia de lucha contra la corrupción y crimen organizado.</p> <p>4. Jueces y auxiliares jurisdiccionales y administrativos del Poder Judicial.</p> <p>5. Ciudadanía en general.</p> |
| <p>Socios contractuales (Contract partner/s)</p> <p>1. Ministerio de Justicia y Derechos Humanos - MINJUSDH.</p> <p>2. Ministerio Público – Fiscalía de la Nación (MP–FN), particularmente la Unidad de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones y las Fiscalías Especializadas en Delitos de Corrupción de Funcionarios.</p> | <p>Coordinación y sinergias con otros proyectos y actores (Coordination and synergies with other projects and actors)</p> <p>Otras agencias cooperantes: Banco Mundial (BM) y Banco Interamericano de Desarrollo (BID).</p> <p>Otros actores nacionales: Ministerio de Economía y Finanzas (MEF), Academia de la Magistratura (AMAG), Junta Nacional de Justicia (JNJ), Tribunal Constitucional (TC).</p> |
| <p>Inicio del proyecto (Start of project)</p> <p>Desde el primer desembolso de recursos financieros al Poder Judicial.</p> | <p>Fin del proyecto (End of project)</p> <p>Cuatro años desde el primer desembolso de recursos financieros al Poder Judicial.</p> |
| <p>Presupuesto (Budget)</p> <p>El presupuesto total estimado del proyecto corresponde a los valores siguientes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • USD 5'460'179 • EUR 3'239'890 <p>A título de información únicamente: en Soles peruanos (PEN), el equivalente aproximativo del presupuesto total estimado corresponde al valor siguiente:</p> <ul style="list-style-type: none"> • aproximadamente PEN 30'147'312¹ | |

¹ Valor estimado considerando el tipo de cambio PEN/USD: 3.33 (Fuente: Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023 del Ministerio de Economía y Finanzas del Perú) y tipo de cambio PEN/EUR: 3.693 (Fuente: Promedio del mes de enero-2020 según cálculos del Banco Central de Reserva del Perú).

Anexo 4

Ficha técnica – Proyecto del Ministerio Público

| | | | | |
|---|--|--|--|--|
| <u>Título del proyecto (Project title)</u> | Fortalecimiento de la Lucha del Ministerio Público contra la corrupción y el crimen organizado | | | |
| <u>País (Country)</u> | Perú | | | |
| <u>Resumen (Lead)</u> | | | | |
| <p>El Ministerio Público contribuye al fortalecimiento del Estado de Derecho del país y ejerce la acción penal en los delitos de corrupción y criminalidad organizada. El Proyecto contribuirá a la celeridad en los procesos de investigación, mejorando las capacidades técnicas y profesionales de los fiscales, peritos y personal administrativo del Ministerio Público, modernizando la gestión organizacional.</p> | | | | |
| <u>Contexto (Context)</u> | <u>Fin / impacto (Overall goal)</u> | | | |
| <p>El Índice de Percepciones de Corrupción del 2018, elaborado por Transparencia Internacional, ubicó al Perú en el puesto 105 de 180 países¹.</p> <p>Desde la entrada en vigencia del Código Procesal Penal, el Ministerio Público reforzó su liderazgo en la tarea de luchar contra la corrupción y el crimen organizado, mejorando la gestión institucional.</p> | <p>El Ministerio Público contará con capacidades institucionales fortalecidas en el proceso penal para contar con una gestión organizacional moderna y de calidad.</p> | | | |
| <u>Línea de base (Baseline)</u> | <u>Efectos (Outcomes)</u> | | | |
| <p>Línea de Base [2018]: El 94% de carpetas fiscales atendidas² por las Fiscalías Especializadas Contra la Criminalidad Organizada, Delitos de Corrupción de Funcionarios, Lavado de Activos, Extinción de Dominio y Delitos de Trata de Personas, presentan dificultades en el cumplimiento de los plazos establecidos en el Código Procesal Penal³.</p> | <p>Las Fiscalías Especializadas Contra la Criminalidad Organizada, Delitos de Corrupción de Funcionarios, Lavado de Activos, Extinción de Dominio y Delitos de Trata de Personas, investigarán las denuncias en materia de lucha contra la corrupción y crimen organizado con mayor eficacia y eficiencia.</p> | | | |

¹ De acuerdo a la Décima Encuesta Nacional sobre Percepción de Corrupción, elaborada por Proética (setiembre del 2017), el 50% de la población peruana piensa que la gestión del Ministerio Público, en temas de lucha contra la corrupción, es mala.

² Anuario Estadístico del Ministerio Público 2018 – ORACE.

³ Aprobado con Decreto Legislativo 957.

| | |
|--|--|
| <p>Productos clave (Key outputs)</p> <p>1. Las Fiscalías Especializadas contarán con adecuados sistemas de información y soporte tecnológico para atender las denuncias en materia de lucha contra la corrupción y crimen organizado.</p> <p>2. Los Fiscales Especializados en la lucha contra el crimen organizado y corrupción de funcionarios, incrementan sus capacidades relacionadas en investigación contra la criminalidad organizada, delitos de corrupción de funcionarios, lavado de activos, extinción de dominio y delitos de trata de personas.</p> <p>3. La Oficina de Peritajes cuenta con adecuada capacidad logística para el desarrollo de sus funciones.</p> <p>4. La Oficina de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones cuenta con adecuados ambientes y capacidades especializadas para la recuperación de activos.</p> <p>5. El personal de las fiscalías especializadas en la lucha contra el crimen organizado y corrupción de funcionarios, y personal administrativo de las gerencias, tienen capacidades apropiadas para el desarrollo de sus funciones.</p> | <p>Grupos meta (Target groups)</p> <p>Actores Principales:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Fiscalías Especializadas en Lavado de Activos. ii) Fiscalías Especializadas en Extinción de Dominio. iii) Fiscalías Especializadas en Delitos de Corrupción de Funcionarios. iv) Fiscalías Especializadas contra la Criminalidad Organizada. v) Fiscalías Especializadas en Delitos de Trata de Persona. vi) Oficina de Cooperación Judicial Internacional y Extradiciones vii) Oficina de Peritajes. viii) Escuela del Ministerio Público. <p>Actores Secundarios:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) Poder Judicial. ii) Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. |
| <p>Socios contractuales (Contract partner/s)</p> | <p>Coordinación y sinergias con otros proyectos y actores (Coordination and synergies with other projects and actors)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Banco Interamericano de Desarrollo. • Poder Judicial. • Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. • Basel Institute on Governance / International Centre for Asset Recovery (ICAR). |
| <p>Inicio del proyecto (Start of project)</p> <p>Desde el primer desembolso de recursos financieros al Ministerio Público.</p> | <p>Fin del proyecto (End of project)</p> <p>Tres años desde el primer desembolso de recursos financieros al Ministerio Público.</p> |

Presupuesto (Budget)

El presupuesto total estimado del proyecto corresponde a los valores siguientes:

- USD 5'460'179
- EUR 3'239'890

A título de información únicamente: en Soles peruanos (PEN), el equivalente aproximativo del presupuesto total estimado corresponde al valor siguiente:

- aproximadamente PEN 30'147'312⁴

⁴ Valor estimado considerando el tipo de cambio PEN/USD: 3.33 (Fuente: Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023 del Ministerio de Economía y Finanzas del Perú) y tipo de cambio PEN/EUR: 3.693 (Fuente: Promedio del mes de enero-2020 según cálculos del Banco Central de Reserva del Perú).

Anexo 5

Ficha Técnica – Proyecto del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos

| | |
|--|--|
| <u>Título del Proyecto (Project title)</u> | Fortalecimiento de la lucha del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos (MINJUSDH) contra la corrupción y el crimen organizado |
| <u>País (Country)</u> | Perú |
| <u>Resumen (Lead)</u> | |
| <p>La corrupción y el crimen organizado genera alto grado de desconfianza e insatisfacción de los ciudadanos hacia las instituciones políticas y sus representantes. Esta desconfianza y falta de compromiso por las políticas de Estado erosionan la legitimidad del Estado y llevan a una grave debilidad institucional del Perú. El Proyecto mejorará las capacidades de articulación y coordinación del MINJUSDH con las entidades involucradas con la lucha contra la corrupción y crimen organizado para una efectiva interoperabilidad. Este objetivo se logrará a través del fortalecimiento de las capacidades de los servidores públicos, la mejora de información y la aplicación de estrategias bajo un enfoque sistémico y la optimización de la capacidad operativa de la entidad.</p> | |
| <u>Contexto (Context)</u> | <u>Fin / impacto (Overall goal)</u> |
| Entre los operadores de justicia existe una escasa coordinación. En consecuencia, el trabajo entre las entidades encargadas de prevenir, controlar, investigar y sancionar la corrupción no está debidamente articulado. La información sobre corrupción es desigual. No está estandarizada ni sistematizada, lo cual dificulta el diseño e implementación de políticas, planes, programas y proyectos de impacto. Asimismo, los mecanismos de control, transparencia y acceso a la información sobre corrupción son inefficientes. Se requiere desarrollar capacidades para fortalecer la lucha contra la corrupción a través de programas de capacitación especializados y con amplio alcance. | Contar con información sistematizada que permita desarrollar estrategias eficientes y eficaces para combatir la corrupción y el crimen organizado, a través de una acción articulada del Estado con los actores del Sistema de Administración de Justicia. Contar con un sistema de capacitación integral en ética pública, así como en procesos de prevención y lucha contra la corrupción, con el objeto de consolidar una cultura de valores en el Sector Justicia y Derechos Humanos. |
| <u>Línea de base (Baseline)</u> | <u>Efectos (Outcomes)</u> |

| | |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> Ranking del Índice de Percepción de la Corrupción 2018, elaborado por la ONG Transparencia Internacional, Perú desciende 9 ubicaciones y se ubica en el puesto 105 de 180 países. Ranking del Índice de Competitividad Global 2018, elaborado por el Foro Económico Mundial, Perú ocupa el puesto 63 de 140 países. | <p>El Ministerio de Justicia y Derechos Humanos fortalece sus capacidades operativas y técnicas para diseñar e implementar estrategias de prevención y lucha contra la corrupción y el crimen organizado, con el fin de mejorar la posición de Perú en el Índice de Percepción de la Corrupción y en el Índice de Competitividad Global.</p> |
| <p>Productos clave (Key outputs)</p> <ol style="list-style-type: none"> El MINJUSDH promueve la implementación y seguimiento de las políticas anticorrupción, control disciplinario y ética en el marco del Consejo para la Reforma del Sistema de Justicia. El Programa Nacional de Bienes Incautados (PRONABI) ejerce de manera más efectiva sus funciones de administración y disposición de los bienes incautados por delitos de corrupción, a través del fortalecimiento de sus capacidades operativas. La Oficina de Integridad y Lucha contra la Corrupción (OILC) ha establecido una cultura de integridad y ética para prevenir y combatir la corrupción, ha implementado procesos y controles institucionales adecuados a un Modelo de Integridad y Cumplimiento, y ha promovido el Sistema de Control Interno implementando medidas de transparencia. La Secretaría Técnica de Implementación del Nuevo Código Procesal Penal (STNCPP), optimiza y brinda herramientas metodológicas y fortalece las capacidades de los operadores del Sistema de Administración de Justicia (Poder Judicial, Ministerio Público, Policía Nacional y Defensa Pública), en temas vinculados a la justicia penal con énfasis en los delitos de | <p>Grupos meta (Target groups)</p> <ol style="list-style-type: none"> Usuarios del Sistema de Administración de Justicia en materia de corrupción y crimen organizado. Operadores del Sistema de Administración de Justicia en materia de corrupción y crimen organizado, del Poder Judicial, Ministerio Público y Policía Nacional del Perú. Operadores del Sistema de Administración de Justicia en materia de corrupción y crimen organizado, del MINJUSDH: el PRONABI, la Procuraduría Especializada en Delitos de Corrupción, la Oficina de Integridad y Lucha Contra la Corrupción, así como el Centro de Estudios en Justicia y Derechos Humanos. Docentes, estudiantes universitarios e investigadores en materia de lucha contra la corrupción y crimen organizado. Servidores del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos. Otras instituciones públicas y privadas. Ciudadanía en general. |

Annex 5

| | |
|---|---|
| <p>corrupción de funcionarios y crimen organizado.</p> <p>5. El Centro de Estudios en Justicia y Derechos Humanos (CEJDH) mejora sus servicios de capacitación y promueve una cultura de valores en el Sector Justicia y Derechos Humanos.</p> <p>6. La Procuraduría General del Estado fortalece las capacidades técnicas y operativas de la Procuraduría Pública Especializada en Delitos de Corrupción, la Procuraduría Pública Especializada contra el Crimen Organizado y la Procuraduría de Extinción de Dominio.</p> | |
| <p>Socios contractuales (Contract partner/s)</p> <p>En el marco de los esfuerzos conjuntos a nivel de Estado, y para buscar interoperabilidad, los socios estratégicos serán la SUNAT (Superintendencia Nacional de Administración Tributaria), la SBS (Superintendencia de Bancos y Seguros), RENIEC (Registro Nacional de Identificación y Estado Civil) y la Academia de la Magistratura (en líneas de capacitación), así como otras entidades nacionales e internacionales que contribuyan a lograr los objetivos del presente Proyecto.</p> <p>Se suscribirán convenios entre las entidades participantes en el Proyecto.</p> | <p>Coordinación y sinergias con otros proyectos y actores (Coordination and synergies with other projects and actors)</p> <p><u>Instituciones cooperantes:</u> Se coordinará con el Banco Interamericano de Desarrollo y el Banco Mundial, con el fin de asegurar que este Proyecto complemente adecuadamente los proyectos de modernización de los servicios de administración de justicia que dichas instituciones están financiando.</p> <p><u>Actores nacionales:</u> Poder Judicial, Ministerio Público – Fiscalía de la Nación, Policía Nacional del Perú, Ministerio de Relaciones Exteriores, Ministerio de Economía y Finanzas, centros de estudios e investigación, Comisión de Alto Nivel Anticorrupción (CAN), SUNAT, SBS, RENIEC, Academia de la Magistratura, entre otros.</p> |
| <p>Inicio del Proyecto (Start of project)</p> <p>Desde el primer desembolso de recursos financieros al Ministerio de Justicia y Derechos Humanos.</p> | <p>Fin del Proyecto (End of project)</p> <p>Cuatro años desde el primer desembolso de recursos financieros al Ministerio de Justicia y Derechos Humanos.</p> |

Presupuesto (Budget)

El presupuesto total estimado del proyecto corresponde a los valores siguientes:

- USD 5'460'179
- EUR 3'239'890

A título de información únicamente: en Soles peruanos (PEN), el equivalente aproximativo del presupuesto total estimado corresponde al valor siguiente:

- aproximadamente PEN 30'147'312¹

¹ Valor estimado considerando el tipo de cambio PEN/USD: 3.33 (Fuente: Marco Macroeconómico Multianual 2020-2023 del Ministerio de Economía y Finanzas del Perú) y tipo de cambio PEN/EUR: 3.693 (Fuente: Promedio del mes de enero-2020 según cálculos del Banco Central de Reserva del Perú).